

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2981

17 décembre 2008

SOMMAIRE

Aimpeq S.A.	143042	Luxprotect	143042
Baltic Shipyards Holding S.à r.l.	143072	Lys Immo S.A.	143066
Delphimmo	143054	Mevaco	143088
Diffusion de Saedeleer S.A.	143087	NEF Battery Holdings S.à r.l.	143047
Fiaccom	143088	NEF Cable Holdings S.à r.l.	143088
Fiparmo S.A.	143086	Nubira S.A.	143087
Frontline Holding S.à r.l.	143043	Oak	143054
Hines GP Luxembourg S.à r.l.	143062	Salisbury S.à r.l.	143047
Intermecca SA	143072	Satyricon Services Holding	143043
L.03 Vision Immobilière Sàrl	143043	Soldevco S.A.	143079
Lorken & West S.A.	143087	TECH Finance S.à r.l.	143079
Luxmobil S.A.	143061	Tyburn Lane (Marburg) Sàrl	143067
Luxprotect	143042	Wester Wassertechnik s.à r.l.	143066

Luxprotect, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 3-11, rue du Fort Bourbon.
R.C.S. Luxembourg B 110.923.

—
Extrait des délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 6 novembre 2008

Première résolution

Les associés décident de prendre acte de la démission de Monsieur Albert Pierre Henri PATERNOSTER de sa fonction de gérant de la société.

Troisième résolution

Les associés décident de nommer comme gérant pour une durée indéterminée:

Monsieur Pierre STACHE, directeur de société, né le 17 septembre 1969 à Ottignies, Belgique, demeurant B-1340 Ottignies, 18, avenue de Bouvreuils.

Pour extrait conforme

Pour publication

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008152822/5863/21.

Enregistré à Luxembourg, le 28 novembre 2008, réf. LSO-CW09814. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080179897) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2008.

Aimpeq S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 31, Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 104.328.

—
Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 décembre 2008.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2008153443/1091/14.

Enregistré à Luxembourg, le 2 décembre 2008, réf. LSO-CX01358. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080180652) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2008.

Luxprotect, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 3-11, rue du Fort Bourbon.
R.C.S. Luxembourg B 110.923.

—
Il résulte des actes de cession des parts sociales intervenus en date du 4 novembre 2008 que la répartition du capital est dorénavant la suivante:

	parts
Didier de LANDAS, demeurant à L-1326, Luxembourg, rue Auguste Charles, 31	32
SHAMBROOK INTERNATIONAL S.A., P.O. Box 6-1014, El Dorado, City of Panama, Republic	93
Total	125

Pour extrait conforme

Pour publication et réquisition

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008152824/5863/19.

Enregistré à Luxembourg, le 28 novembre 2008, réf. LSO-CW09812. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080179880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2008.

Satyricon Services Holding, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.
R.C.S. Luxembourg B 100.420.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue au siège social en date du 21 janvier 2008

L'Assemblée Générale a décidé de renouveler le mandat des membres du conseil de surveillance:

- Ernst & Young S.A., Société Anonyme, avec siège social au 7, Parc d'Activité Syrdall L-5365 Munsbach;
- Ernst & Young Luxembourg S.A., avec siège social au 7, Parc d'Activité Syrdall L-5365 Munsbach;
- Compagnie de Révision S.A., avec siège social au 7, Parc d'Activité Syrdall L-5365 Munsbach;

jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de la société au 31 décembre 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Satyricon Services Holding

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2008152826/1005/19.

Enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 2008, réf. LSO-CV09860. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080179748) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2008.

Frontline Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 11.061.177,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 80.478.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 novembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008153450/802/13.

Enregistré à Luxembourg, le 3 décembre 2008, réf. LSO-CX01475. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080180672) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2008.

L.03 Vision Immobilière Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4391 Pontpierre, 81, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 123.307.

L'an deux mil huit, le dix-huit novembre,

Par devant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Redange/Attert,

Ont comparu:

1.- La société anonyme L.01 LAURUS, ayant son siège social à L-3980, Wickrange, 4-6, rue des 3, Cantons, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 92.159,

ici dûment représentée par son administrateur-délégué Monsieur Guy Rollinger, commerçant, demeurant professionnellement à L-3980, Wickrange, 4-6, rue des Trois Cantons ainsi que par

2.- Mademoiselle Gabriella Colicchia, employée privée, née à Pétange, le 1^{er} mai 1971, demeurant à L-3358, Leudelange, 17, rue du Lavoir.

3.- Madame Monique Sailer, épouse Vilvens, employée privée, née à Differdange, le 6 octobre 1965, demeurant à L-4678, Niedercorn, 6, rue Titelberg,

4.- Madame Sabrina Bartocci, épouse Cavallaro, employée privée, née à Differdange, le 3 juin 1965, demeurant à L-4423, Soleuvre, 19, rue des Erables.

Lesquelles parties comparantes sont propriétaires des 100 actions de la société anonyme L.03 VISION IMMOBILIERE SA dont le siège social est à L-4391 PONTPIERRE, 81, route de Luxembourg, telle que cela résulte de la liste de présence annexée aux présentes,

constituée suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 21 décembre 2006,

publiée au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, en date du 8 mars 2007, numéro 335, page 16.075, inscrite au registre du commerce et des sociétés Luxembourg sous le numéro B 0123.307.

Lesquelles parties comparantes ont prié le notaire instrumentant d'acter le procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la dite société préqualifiée.

L'assemblée est ouverte à 11.00 heures sous la présidence de Monsieur Guy ROLLINGER qui désigne comme secrétaire Madame Gabriella COLICCHIA.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Monique SAILER.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Transformation de la société anonyme L.03 VISION IMMOBILIERE SA (ANC.) en société à responsabilité limitée «L.03 VISION IMMOBILIERE Sàrl»

2. Adoption des statuts de la société à responsabilité limitée

3. Réduction du capital souscrit de la Société par un montant de 18.500,- euros (dix-huit mille cinq cent euros) pour le porter de son montant actuel de 31.000,- euros (trente et un mille euros) à un montant de 12.500,- euros (douze mille cinq cent euros) par réduction de la valeur nominale de chaque part sociale d'un montant de 185,- euros (cent quatre-vingt euros) pour la porter à la valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125,- euros) par part sociale et remboursement aux associés d'un montant total de 18.500,- euros comme suit:

L.01 LAURUS préqualifiée	4.070,- euros
Gabriella COLICCHIA, préqualifiée	5.550,- euros
Monique SAILER, préqualifiée	4.440,- euros
Sabrina BARTOCCI	4.440,- euros
TOTAL:	18.500,- euros

4. Accorder les pouvoirs les plus larges aux gérants pour mettre en oeuvre la réduction de capital visée ci-dessous.

5. Pouvoirs

II. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes, avec lesquelles elle sera enregistrée.

III. Que cent pour cent (100%) du capital social étant présent ou représenté à la présente assemblée, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée, réunissant cent pour cent (100%) du capital social, est constituée régulièrement et peut valablement délibérer, telle qu'elle est constituée, sur les points de l'ordre du jour.

Ces faits étant reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transformer la société anonyme L.03 VISION IMMOBILIERE SA en une société à responsabilité limitée.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide à l'unanimité de réduire le capital de la société par un montant de 18.500,- euros (dix-huit mille cinq cent euros) pour le porter de son montant actuel de 31.000,- euros (trente et un mille euros) à un montant de 12.500,- euros (douze mille cinq cent euros) par réduction de la valeur nominale de chaque part sociale d'un montant de 185,- euros (cent quatre-vingts euros) pour la porter à la valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125,- euros) par part sociale et remboursement aux associés d'un montant total de 18.500,- euros comme suit:

L.01 LAURUS préqualifiée	4.070,- euros
Gabriella COLICCHIA, préqualifiée	5.550,- euros
Monique SAILER, préqualifiée	4.440,- euros
Sabrina BARTOCCI	4.440,- euros
TOTAL:	18.500,- euros

Troisième résolution

L'assemblée générale décide à l'unanimité d'accorder les pouvoirs les plus larges aux gérants de la Société pour mettre en oeuvre la réduction de capital qui précède.

Quatrième résolution

L'assemblée définit à l'unanimité des voix les statuts de la société à responsabilité limitée comme suit:

« **Art. 1^{er}**. Il est formé entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des parts sociales ci-après créées une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «L.03 VISION IMMOBILIERE Sàrl».

Art. 2. Le siège social de la société est établi dans la commune de Mondcrange.

Il pourra être transféré en toute autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision des associés.

Art. 3. La durée de la société est illimitée.

Art. 4. La société a pour objet la gestion de sociétés, l'achat et la vente, la gestion, la location, la promotion et la mise en valeur d'immeubles, ainsi que toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à cet objet social.

Dans le cadre de son activité, la société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

Elle pourra effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

La société peut notamment s'intéresser par voie d'apport, de prise de participation ou autrement dans toutes sociétés ou entreprises ayant en tout ou en partie un objet similaire ou connexe au sien ou susceptible d'en favoriser le développement ou l'extension.

Art. 5. Le capital social est fixé à 12.500,- euros (douze mille cinq cent euros) divisé en 100 parts sociales de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune.

La propriété des parts sociales résulte des présents statuts ou des actes de cession de parts régulièrement consentis, sans qu'il y ait lieu à délivrance d'aucun titre.

Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 6. Les parts sociales sont insaisissables. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à un non associé que de l'accord du ou des associés représentant l'intégralité des parts sociales.

En cas de refus de cession les associés non-cédants s'obligent eux-mêmes à reprendre les parts offertes en cession.

Les valeurs de l'actif net du bilan serviront de base pour la détermination de la valeur des parts à céder.

Art. 7. Le décès, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture d'un associé n'entraînera pas la dissolution de la société.

En cas de transmission pour cause de mort à des non-associés, les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément unanime des associés survivants.

En cas de refus d'agrément il est procédé comme prévu à l'Article 6.

Art. 8. Les créanciers, ayants droit ou héritiers, alors même qu'il y aurait parmi eux des mineurs ou incapables, ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer de quelque manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits ils devront s'en rapporter aux inventaires de la société et aux décisions des assemblées générales.

Gérance - Assemblée générale

Art. 9. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables ad nutum à tout moment par l'assemblée générale qui fixe les pouvoirs et les rémunérations.

Le ou les gérants sont nommés par l'assemblée générale. Leurs pouvoirs sont définis dans l'acte de nomination.

Art. 10. Le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 11. A l'égard des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par la signature unique et individuelle du gérant ou de la signature conjointe du gérant technique et du gérant administratif au cas où il y a une pluralité de gérants.

Art. 12. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quelque soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède.

Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 13. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification des statuts doivent réunir les voix des associés représentant les trois quarts du capital social.

Année sociale - Bilan

Art. 14. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Chaque année, le 31 décembre, les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société ainsi qu'un bilan et un compte de pertes et profits.

Art. 15. Les produits de la société, déduction faite des frais généraux et des charges sociales, de tous amortissements de l'actif et de toutes provisions pour risques commerciaux et industriels, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net constaté, il est prélevé cinq pourcent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital social.

Le surplus du bénéfice est à la libre disposition des associés.

Les associés pourront décider, à la majorité fixée par les lois afférentes, que le bénéfice, déduction faite de la réserve, pourra être reporté à nouveau ou versé à un fonds de réserve extraordinaire ou distribué aux associés.

Dissolution - Liquidation

Art. 16. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'Article 142 de la loi du 10 août 1915 et de ses lois modificatives ou, à défaut, par ordonnance du Président du tribunal d'arrondissement, statuant sur requête de tout intéressé.

Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

Disposition générale

Art. 17. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.»

Souscription - Libération

Le capital social a été réparti comme suit:

L.01 LAURUS préqualifiée	22 parts sociales
Gabriella COLICCHIA, préqualifiée	30 parts sociales
Monique SAILER, préqualifiée	24 parts sociales
Sabrina BARTOCCI	24 parts sociales
TOTAL:	100 parts sociales

Assemblée Générale Extraordinaire

Et à l'instant les associés, représentant la totalité du capital social, se sont réunis en assemblée générale, et, à l'unanimité des voix, ont pris les résolutions suivantes:

1.- Le nombre des gérants est fixé à deux.

2.- L'assemblée générale désigne:

- comme gérant technique:

Madame Sabrina BARTOCCI, préqualifiée. Madame BARTOCCI est nommée pour une durée indéterminée.

- comme gérant administratif:

Madame Gabriella COLICCHIA, préqualifiée. Madame COLICCHIA est nommée pour une durée indéterminée.

La société se trouve engagée en toutes circonstances, y compris toutes opérations bancaires par la signature conjointe du gérant administratif et du gérant technique.

3.- Le siège social de la société est établi à L-4391 PONTPIERRE, 81, route de Luxembourg.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la présente assemblée a été clôturée à 11.10 heures.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte s'élève approximativement à 1.000,- euros (mille euros).

Dont acte, fait et passé à Pontpierre, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentant par ses nom, prénoms usuels, état et demeure, ils ont signé avec le notaire.

Signé: Rollinger, Colicchia, Sailer, Bartocci, Reuter.

Enregistré à Redange/Attert, le 19 novembre 2008, Relation: RED/2008/1405. — Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange/Attert, le 27 novembre 2008.

Karine REUTER.

Référence de publication: 2008152581/7851/180.

(080180186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2008.

NEF Battery Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 130.524.

Constituée par-devant M^e Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 12 juillet 2007, acte publié au Mémorial C no 2048 du 20 septembre 2007. Les statuts ont été modifiés par-devant le même notaire en date du 9 mai 2008, acte publié au Mémorial C no 1443 du 11 juin 2008.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour NEF Battery Holdings S.à r.l.
Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2008153437/29/17.

Enregistré à Luxembourg, le 5 décembre 2008, réf. LSO-CX02531. - Reçu 28,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080180638) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2008.

Salisbury S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 28, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 143.238.

—
STATUTES

In the year two thousand and eight, on the twenty-sixth day of the month of November.
Before Maître Joseph ELVINGER, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

DH Salisbury S.à r.l., a company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 28, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg represented by Mr Régis Galiotto, jurist, with professional address at 15, côte d'Eich, L-1450, Luxembourg by way of a proxy dated 26th November 2008 (which shall remain with the present deed to be registered therewith).

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of association of a limited liability company Salisbury S.à r.l. ("société à responsabilité limitée") which is hereby established as follows:

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Salisbury S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, including, to the extent permitted by law, in any direct or indirect parent company, or other business entities, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes, convertible loan notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad. The Company may further invest in, disinvest from and manage, directly or indirectly, any real estate properties of any kind.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds (including convertible notes) and debentures.

In a general fashion it may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which forms part of the group of companies to which the Company belongs or any entity as the Company may deem fit (including up stream or cross stream), take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Finally, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an

extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at GBP 12,500 (twelve thousand five hundred Great Britain Pounds) divided into 500 (five hundred) shares with a par value of GBP 25 (twenty-five Great Britain Pounds) each. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy five percent of the Company's capital.

The Company may, to the extent and under the terms permitted by law, acquire its own shares.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who need not be shareholders.

They are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company (including by way of representation).

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

Each manager shall have individually and on his single signature the full power to bind the Company for all acts within the bounds laid down by its purpose or by the law.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

Art. 8. Liability Managers, indemnification.

8.1 The managers are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

8.2 Subject to the exceptions and limitations listed in article 8.3, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against

all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

8.3 No indemnification shall be provided to any manager or officer:

8.3.1 Against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

8.3.2 With respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

8.3.3 In the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

8.4 The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including managers and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

8.5 Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or manager, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder Meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by shareholders representing 100% of the issued share capital.

In case and for as long as the Company has more than 25 shareholders, an annual general meeting shall be held on the last Thursday in May at 1 p.m. of each year. If such day is not a business day, the meeting shall be held on the immediately following business day.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year save for the first accounting year which shall commence on the day of incorporation and end on 31st December 2009.

Art. 12. Annual accounts. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or as the case may be, the board of managers.

The annual accounts are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five per cent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realized since the end of the last accounting year increased by

profits carried forward and distributable reserves but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August, 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Subscription and payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party and the notary, DH Salisbury S.à r.l. has subscribed and entirely paid-up the 500 (five hundred) shares.

Evidence of the payment of the subscription price of GBP 12,500 (twelve thousand five hundred Great Britain Pounds) has been shown to the undersigned notary.

Expenses, Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately 1,800.- Euros.

Extraordinary general meeting

The sole shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at 28, boulevard Royal, L-2449, Luxembourg
2. The following persons are named managers (each with single signature power) of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company:

Name, Title, Address, Date of birth, Place of birth:

Mr Gérard Becquer, réviseur d'entreprises, 5, rue Guillaume Kroll, L-1882, Luxembourg, 29/04/1956, Briey (France)

Mr Laurent Bélik, employee, 28, boulevard Royal, L-2449, Luxembourg, 02/09/1974, Ixelles (Belgium)

Mr Julian Gabriel, employee, 45, Pall Mall, SW1Y 5JG, London, United Kingdom, 01/04/1969, Woking (United Kingdom)

Special disposition

The first accounting year shall begin on the date of incorporation and shall terminate on 31st December 2009.

In faith of which we, the undersigned notary, have set our hand and seal, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, who requested that the deed should be documented in the English language, the said persons appearing signed the present original deed together with us, the notary, having personal knowledge of the English language.

The present deed, worded in English, is followed by a translation into French. In case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le vingt-sixième jour du mois de novembre.

Par devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

DH Salisbury S.à r.l., une société de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 28, boulevard Royal, L-2449, Luxembourg représentée par Mr Régis Galiotto, avec adresse professionnelle au 15, côte d'Eich, L-1450, Luxembourg conformément à une procuration datée du 26 novembre 2008 (qui restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui).

La partie comparante agissant ès-qualités a demandé au notaire soussigné d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée Salisbury S.à r.l., qui est constituée par les présentes:

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est formé par le comparant et toutes personnes qui deviendront par la suite associés, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de "Salisbury S.à r.l." (la "Société"). La Société sera régie par les présents statuts et les dispositions légales afférentes.

Art. 2. Objet. L'objet de la Société est de détenir des participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, y inclus, dans la mesure permis par la loi, toute société-mère directe ou indirecte, ou dans toute autre entreprise, l'acquisition par l'achat, la souscription, ou par tout autre moyen, de même que par la vente, l'échange ou autrement d'actions, d'obligations, de certificats de créance, notes et autres valeurs mobilières de toute espèce, et la détention, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut également détenir des intérêts dans des sociétés de personnes et exercer son activité par l'intermédiaire de succursales luxembourgeoises ou étrangères. La Société peut investir dans, vendre et/ou gérer, directement ou indirectement, de l'immobilier de toute sorte.

La Société peut emprunter sous toute forme et procéder par voie de placement privé à l'émission d'obligations ou de certificats de créance.

D'une manière générale elle peut prêter assistance (par des prêts, avances, garanties, valeurs mobilières ou autrement) à toute société ou entreprise dans laquelle la Société a un intérêt ou qui fait partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société ou toute autre entreprise que la Société juge appropriée (y inclus upstream ou cross stream), prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et effectuer toute opération qu'elle juge utile dans l'accomplissement et le développement de ses objets.

Finalement, la Société peut effectuer toute opération commerciale, technique, financière ou autre, liée directement ou indirectement, dans tous les domaines, afin de faciliter la réalisation de son objet.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège Social. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant dans les conditions prévues en cas de modification des statuts.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la municipalité par décision du gérant ou, le cas échéant, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales situés au Luxembourg ou à l'étranger.

Au cas où le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérance, estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, ont eu lieu ou sont sur le point d'avoir lieu, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures temporaires n'auraient aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, demeurerait une société luxembourgeoise. Ces mesures temporaires seront prises et portées à la connaissance des tiers par le gérant ou le cas échéant le conseil de gérance.

Art. 5. Capital Social. Le capital social émis de la Société est fixé à GBP 12,500 (douze mille cinq cents Livres Sterling) divisé en 500 (cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de GBP 25 (vingt-cinq Livres Sterling) chacune. Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution des associés adoptés de la manière requise pour la modification des présents Statuts.

Toute prime d'émission disponible sera distribuable.

Art. 6. Transfert de parts sociales. Les parts sociales sont librement transférables entre associés. Sauf dispositions contraires de la loi, les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non associés que moyennant l'agrément donné par au moins soixante-quinze pourcent du capital social de la Société.

La Société peut, dans la mesure permis par la loi, acquérir ses propres parts sociales.

Art. 7. Gérance. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Ils sont nommés et révoqués par l'assemblée générale des associés, qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions, et qui statue à la majorité simple. Si aucun terme n'est indiqué, les gérants sont nommés pour une période indéterminée. Les gérants sont rééligibles mais leur nomination est également révocable avec ou sans motifs (ad nutum) et à tout moment.

Au cas où il y aurait plus d'un gérant, les gérants constituent un conseil de gérance. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les uns les autres et de communiquer les uns avec les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion ou à une réunion tenue en personne. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du conseil de gérance par un autre gérant, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter.

Un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit, par câble, télégramme, télex, email ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. Une

convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Les décisions du conseil de gérance sont valablement prises avec l'accord de la majorité des gérants de la Société (y compris par voie de représentation).

Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par câble ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble constituera les documents circulaires dûment exécutés faisant foi de la résolution intervenue. Les résolutions des gérants, y compris celles prises par voie circulaire, seront certifiées comme faisant foi et un extrait pourra être émis sous la signature individuelle de chaque gérant.

Chaque gérant aura individuellement et sous sa seule signature les pleins pouvoirs pour engager la Société pour tous actes, dans les limites fixées par son objet social ou la loi.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y en a) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

Art. 8. Responsabilité des gérants, Indemnisation.

8.1 Les gérants ne sont pas personnellement responsables des dettes de la Société. En tant que représentants de la Société, ils sont responsables de l'exécution de leurs obligations.

8.2 Sous réserve des exceptions et limitations énumérées à l'article 8.3, toute personne qui est, ou qui a été gérant, dirigeant ou responsable de la Société, sera, dans la mesure la plus large permise par la loi, indemnisée par la Société pour toute responsabilité encourue et toutes dépenses raisonnables contractées ou payées par elle en rapport avec toute demande, action, plainte ou procédure dans laquelle elle est impliquée à raison de son mandat présent ou passé de gérant, dirigeant ou responsable et pour les sommes payées ou contractées par elle dans le cadre de leur règlement. Les mots "demande", "action", "plainte" ou "procédure" s'appliqueront à toutes les demandes, actions, plaintes ou procédures (civiles ou criminelles, y compris le cas échéant toute procédure d'appel) actuelles ou prévisibles et les mots "responsabilité" et "dépenses" devront comprendre, sans que cette liste soit limitative, les honoraires d'avocats, frais et dépens, jugements et montants payés en règlement et autres responsabilités.

8.3 Aucune indemnité ne sera versée à tout gérant, dirigeant ou responsable:

8.3.1 En cas de mise en cause de sa responsabilité vis-à-vis de la Société ou de ses associés en raison d'un abus de pouvoir, de mauvaise foi, de négligence grave ou d'imprudence dans l'accomplissement des devoirs découlant de sa fonction;

8.3.2 Pour toute affaire dans laquelle il serait finalement condamné pour avoir agi de mauvaise foi et non dans l'intérêt de la Société; ou

8.3.3 Dans le cas d'un compromis ou d'une transaction, à moins que le compromis ou la transaction en question n'ait été approuvé par une juridiction compétente ou par le conseil de gérance.

8.4 Le droit à indemnisation prévu par les présentes, n'affectera aucun autre droit dont un gérant, dirigeant ou représentant peut bénéficier actuellement ou ultérieurement. Il subsistera à l'égard de toute personne ayant cessé d'être gérant, dirigeant ou représentant et bénéficiera aux héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de telles personnes. Les dispositions du présent article n'affecteront aucun droit à indemnisation dont pourrait bénéficier le personnel de la Société, y compris les gérants, dirigeants ou représentants en vertu d'un contrat ou autrement en vertu de la loi.

8.5 Les dépenses en rapport avec la préparation et la représentation d'une défense à l'encontre de toute demande, action, plainte ou procédure de nature telle que décrite dans le présent article, seront avancées par la Société avant toute décision sur la question de savoir qui supportera ces dépenses, moyennant l'engagement par ou pour le compte du représentant ou du dirigeant de rembourser ce montant s'il est finalement déterminé qu'il n'a pas droit à une indemnisation conformément au présent article.

Art. 9. Droits de vote des associés. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Assemblées Générales. Les décisions des associés sont prises dans les formes et aux majorités prévues par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales, par écrit (dans la mesure où c'est permis par la loi) ou lors d'assemblées. Toute assemblée des associés de la Société valablement constituée ou toute résolution circulaire (dans la mesure où c'est permis par la loi le cas échéant) représente l'entière responsabilité des associés de la Société.

Les assemblées peuvent être convoquées par une convocation adressée par lettre recommandée aux associés à l'adresse contenue dans le registre des associés tenu par la Société au moins huit (8) jours avant la date d'une telle assemblée. Si l'entière responsabilité du capital social est représentée à une assemblée l'assemblée peut être tenue sans convocation préalable.

Dans le cas de résolutions circulaires, le texte de ces résolutions doit être envoyé aux associés à leur adresse inscrite dans le registre des associés tenu par la Société ou moins huit (8) jours avant la date effective des résolutions. Les

résolutions prennent effet à partir de l'approbation par la majorité comme prévu par la loi concernant les décisions collectives (ou sujet à la satisfaction de la majorité, à la date y précisée). Des résolutions unanimes peuvent être passées à tout moment sans convocation préalable. A moins que ce soit prévu autrement par la loi, (i) les décisions de l'assemblée générale seront valablement adoptées si elles sont approuvées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première assemblée ou lors de la première résolution écrite, les associés seront convoqués ou consultés une deuxième fois, par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix des votants, sans considérer la portion du capital représentée. (ii) Cependant, des décisions concernant des modifications des Statuts seront prises par (x) une majorité des associés (y) représentant au moins trois-quarts du capital social émis et (iii) les décisions concernant le changement de nationalité de la Société seront prises par les associés représentant 100% du capital social émis.

A partir du moment où la Société compte plus de 25 associés la tenue d'une assemblée générale annuelle des associés sera obligatoire. La date de la tenue de l'assemblée générale annuelle est fixée au dernier jeudi du mois de mai à treize (13) heures de chaque année. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable l'assemblée sera tenue le jour ouvrable le plus proche.

Art. 11. Année Sociale. L'année sociale commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année, sauf pour la première année sociale qui commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2009.

Art. 12. Comptes annuels. Chaque année, le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérance établit les comptes annuels au 31 décembre.

Les comptes annuels sont disponibles au siège social pour tout associé de la Société.

Art. 13. Distributions. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligation si cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Les associés peuvent décider de payer des acomptes sur dividendes intérimaires sur base d'un état comptable préparé par le gérant ou le cas échéant le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice comptable augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve constituée en vertu de la loi.

Le solde peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale.

Le compte de prime d'émission peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés peut décider d'allouer tout montant de la prime d'émission à la réserve légale.

Art. 14. Dissolution. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée générale des associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 15. Associé Unique. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales; dans ce cas, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

Art. 16. Loi Applicable. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Souscription et libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi établis par la partie comparante, DH Salisbury S.à r.l., et le notaire, celle-ci a souscrit et intégralement libéré les 500 (cinq cents) parts sociales.

Preuve du paiement du prix de souscription de GBP 12,500 (douze mille cinq cents Livres Sterling) a été donnée au notaire instrumentant.

Dépenses, Evaluation

Les frais, dépenses, rémunérations, charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société du fait du présent acte sont évaluées à environ 1.800,- Euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé au 28, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
2. Les personnes suivantes sont nommées gérants (chacun avec pouvoir de signature individuelle) de la Société pour une durée indéterminée sous réserve des statuts de la Société:

Nom, Profession, Adresse, Date de naissance, Lieu de naissance:

Monsieur Gérard Becquer, réviseur d'entreprises, 5, rue Guillaume Kroll, L-1882, Luxembourg, 29/04/1956, Briey (France)

Monsieur Laurent Bélik, employé, 28, boulevard Royal, L-2449, Luxembourg, 02/09/1974, Ixelles (Belgium)

Monsieur Julian Gabriel, employé, 45, Pall Mall, SW1Y 5JG, London, United Kingdom, 01/04/1969, Woking (United Kingdom)

143054

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence en date de la constitution et se terminera le 31 décembre 2009.

En foi de quoi, Nous notaire, soussigné, avons apposé notre sceau en date qu'en tête.

Le document ayant été lu au comparant, qui a requis que le présent acte soit rédigé en langue anglaise, l'édit comparant a signé le présent acte avec Nous, notaire, qui avons une connaissance personnelle de la langue anglaise.

Le présent acte, rédigé en anglais, est suivi d'une traduction française. En cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Signé: R. GALIOTTO, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 28 novembre 2008, Relation: LAC/2008/44894. — Reçu à 0,5%: soixante treize euros quatre-vingt onze cents (73,91 €).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04 décembre 2008.

Joseph ELVINGER.

Référence de publication: 2008152620/211/391.

(080179774) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2008.

Oak, Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 112.898.

La société a été constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 24 novembre 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 571 du 18 mars 2006

Les comptes au 31 mars 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Oak

Signature

Référence de publication: 2008153408/250/15.

Enregistré à Luxembourg, le 5 décembre 2008, réf. LSO-CX02984. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080180689) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2008.

Delphimmo, Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue St. Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 143.185.

STATUTS

L'an deux mille huit, le dix-huit novembre.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1.- PARFININDUS S.à.r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à 24, rue St. Mathieu, L-2138 Luxembourg,

ici représentée par Monsieur Kris GOORTS, employé privé, demeurant professionnellement à L-2138 Luxembourg, 24, rue St. Mathieu,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée à Luxembourg.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée "ne varietur" par le comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

2.- Monsieur Kris GOORTS, employé privé, demeurant professionnellement à L-2138 Luxembourg, 24, rue St. Mathieu.

Lesquels comparants, ès-qualités qu'ils agissent, ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux.

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1. Entre les personnes ci-avant désignées et toutes celles qui deviendraient par la suite propriétaire des actions ci-après créées, il est formé une société anonyme sous la dénomination de "DELPHIMMO".

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est établie pour une durée illimitée.

Art. 4. La société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

La société a en outre pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à CINQ CENT MILLE EUROS (EUR 500.000,-) représenté par cinq mille (5.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de CINQ MILLIONS D'EUROS (EUR 5.000.000,- EUR) qui sera représenté par CINQUANTE MILLE (50.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin le 18 novembre 2013 à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les titres peuvent aussi être nominatifs ou au porteur, au gré de l'actionnaire.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.

Administration - Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration élira parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télex ou téléfax, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Art. 8. Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances. Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

Art. 10. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

Art. 11. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Le conseil d'administration peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, associés ou non.

Art. 12. Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration en vertu des dispositions de l'article 11 des statuts.

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

Assemblée générale

Art. 14. L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le premier vendredi du mois de mai à 14.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 16. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

Art. 17. Chaque action donne droit à une voix. La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

Art. 19. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé cinq pour cent au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et rémunérations.

Disposition générale

Art. 21. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 décembre 2009.

La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2010.

Souscription et paiement

Les actions ont été souscrites comme suit par:

1.- PARFININDUS S.à.r.l., préqualifiée, quatre mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit actions	4.998
2.- Monsieur Kris GOORTS, prénommé, deux actions	2
TOTAL: cinq mille actions	5.000

Toutes les actions ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de CINQ CENT MILLE EUROS (500.000.- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société.

La preuve de tous ces paiements a été donnée au notaire soussigné qui le reconnaît.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ EUR 5.000.- (cinq mille euros).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants, ès-qualités qu'ils agissent, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ont à l'unanimité des voix, pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre d'administrateurs est fixé à trois.

Sont appelés aux fonctions d'administrateurs :

- Monsieur Joeri STEEMAN, expert-comptable, né à Wilrijk (Belgique), le 11 juin 1966, demeurant professionnellement à L-2138 Luxembourg, 24, rue St. Mathieu,

- Monsieur Kris GOORTS, employé privé, né à Louvain (Belgique), le 17 mars 1972, demeurant professionnellement à L-2138 Luxembourg, 24, rue St. Mathieu,

- Monsieur Frederik ROB, employé privé, né à Ostende (Belgique), le 29 décembre 1976, demeurant professionnellement à L-2138 Luxembourg, 24, rue St. Mathieu.

Deuxième résolution

Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes:

Monsieur Karl LOUARN, expert-comptable, né à Firminy (France), le 7 avril 1971, demeurant à L-5891 Fentange, 6, rue Weydert.

Troisième résolution

Les mandats des administrateurs et du commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2014.

Quatrième résolution

Le siège social de la société est fixé à L-2138 Luxembourg, 24, rue St. Mathieu.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparants, le présent acte est rédigé en français suivi d'une traduction anglaise, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte français et anglais, la version française fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les comparants ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Suit la version anglaise du texte qui précède:

In the year two thousand eight, on the eighteenth of November

Before us Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

1.- PARFININDUS S.à r.l., a private limited company, incorporated under Luxembourg law, having its registered office in 24, rue St. Mathieu, L-2138 Luxembourg,

here represented by Mr Kris GOORTS, private employee, with professional address in L-2138 Luxembourg, 24, rue St. Mathieu,

by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, signed "ne varietur" by the person appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

2.- Mr. Kris GOORTS, private employee, with professional address in L-2138 Luxembourg, 24, rue St. Mathieu.

Such appearing parties, acting in the here above stated capacities, have drawn up the following articles of a public limited company which they intend to organize among themselves.

Name - Registered office - Duration - Object - Capital

Art. 1. Between the above-mentioned persons and all those that might become owners of the shares created hereafter, a public limited company (société anonyme) is herewith formed under the name of "DELPHIMMO"

Art. 2. The registered office is in Luxembourg.

The company may establish branches, subsidiaries, agencies or administrative offices in the Grand Duchy of Luxembourg as well as in foreign countries by a simple decision of the board of directors.

Without any prejudice of the general rules of law governing the termination of contracts, in case the registered office of the company has been determined by contract with third parties, the registered offices may be transferred to any other place within the municipality of the registered office, by a simple decision of the board of directors. The registered office may be transferred to any other municipality of the Grand Duchy of Luxembourg by a decision of the shareholders' meeting.

If extraordinary events of a political, economic or social character, likely to impair normal activity at the registered office or the easy communication between that office and foreign countries shall occur, or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measure shall, however, have no effect on the nationality of the company which, notwithstanding the provisional transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

One of the executive organs of the company, which has powers to commit the company for acts of daily management, shall make this declaration of transfer of the registered office and inform third parties.

Art. 3. The company is established for an unlimited period.

Art. 4. The company may carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transfers of real estate or on movable property.

The purposes for which the company is formed are all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, the management, the control and the development of such participating interests.

The company may particularly use its funds for the setting-up, the management and the disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, any type of securities and patents, realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents, grant to group companies any support, loans, advances or guarantees.

Art. 5. The subscribed capital of the company is fixed at FIVE HUNDRED THOUSAND EURO (EUR 500.000.-) divided into five thousand (5.000) shares of no par value.

For the period foreseen here below, the authorized capital is fixed at FIVE MILLION EURO (EUR 5.000.000.-) to be divided into FIFTY THOUSAND (50.000) shares of no par value.

The authorized and the subscribed capital of the company may be increased or reduced by a decision of the general meeting of shareholders voting with the same quorum as for the amendment of the Articles of Incorporation.

Furthermore, the board of directors is authorized, during a period of five years ending on November 18, 2013, to increase in one or several times the subscribed capital, within the limits of the authorized capital. Such increased amount of capital may be subscribed for and issued in the form of shares with or without an issue premium, to be paid-up in cash, by contribution in kind, by compensation with uncontested, current and immediately exercisable claims against the company, or even by incorporation of profits brought forward, of available reserves or issue premiums, or by conversion of bonds as mentioned below.

The board of directors is especially authorized to proceed to such issues without reserving to the then existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares to be issued.

The board of directors may delegate to any duly authorized director or officer of the company, or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of such increased amounts of capital.

After each increase of the subscribed capital performed in the legally required form by the board of directors, the present article is, as a consequence, to be adjusted to this amendment.

Moreover, the board of directors is authorized to issue ordinary or convertible bonds, or bonds with warrants, in bearer or other form, in any denomination and payable in any currency. It is understood that any issue of convertible bonds or bonds with warrants can only be made under the legal provisions regarding the authorized capital, within the limits of the authorized capital as specified here above and especially under the provisions of art. 32-4 of the company law.

The board of directors shall fix the nature, price, rate of interest, conditions of issue and repayment and all other terms and conditions thereof.

A register of registered bonds will be kept at the registered office of the company.

Shares may be evidenced at the owners' option, in certificates representing single shares or in certificates representing two or more shares.

Shares may be issued in registered or bearer form, at the shareholder's option.

The corporation may, to the extent and under the terms permitted by law, purchase its own shares.

Board of directors and statutory auditors

Art. 6. The company is administered by a board of not less than three members, shareholders or not, who are elected for a term which may not exceed six years by the general meeting of shareholders and who can be dismissed at any time by the general meeting.

If the post of a director elected by the general meeting becomes vacant, the remaining directors thus elected, may provisionally fill the vacancy by electing a Director by majority vote. In this case, the next general meeting will proceed to the final election.

Art. 7. The board of directors chooses among its members a chairman. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by one of the directors present at the meeting designated to that effect by the board.

The board can only validly debate and take decisions if the majority of its members is present or represented, proxies between directors being permitted.

The directors may cast their vote on the points of the agenda by letter, telegram, telex or telefax, confirmed by letter.

Written resolutions approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings.

Art. 8. Decisions of the board are taken by an absolute majority of the votes cast. In case of an equality of votes, the chairman has a casting vote.

Art. 9. The minutes of the meetings of the board of directors shall be signed by all the directors having assisted at the debates.

Copies or extracts shall be certified conform by one director or by a proxy.

Art. 10. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the company's interest. All powers not expressly reserved to the general shareholders' meeting by the law of August

10th, 1915, as subsequently modified, or by the present articles of incorporation of the company, fall within the competence of the board of directors.

Art. 11. The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management of the corporation to one or more directors, who will be called managing directors.

The board of directors may also commit the management of all the affairs of the corporation or of a special branch to one or more managers, and give special powers for determined matters to one or more proxy holders, selected from its own members or not, either shareholders or not.

Art. 12. Towards third parties, the company is in all circumstances committed either by the joint signatures of two directors or by the sole signature of the delegate of the board acting within the limits of his powers, without prejudice of special decisions that have been reached concerning the authorized signature in case of delegation of powers or proxies given by the board of directors pursuant to article 11 of the present articles of association.

Art. 13. The company is supervised by one or several statutory auditors, shareholders or not, who are appointed by the general meeting, which determines their number and their remuneration.

The term of the mandate of the statutory auditor(s) is fixed by the general meeting of shareholders for a period not exceeding six years.

General meeting

Art. 14. The general meeting represents the whole body of shareholders. It has the most extensive powers to carry out or ratify such acts as may concern the corporation. The convening notices are made in the form and delays prescribed by law.

Art. 15. The annual general meeting will be held in the municipality of the registered office at the place specified in the convening notice on the first Friday of the month of May at 02.00 p.m.

If such day is a holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

Art. 16. The directors or the auditor(s) may convene an extraordinary general meeting. It must be convened at the written request of shareholders representing twenty percent of the company's share capital.

Art. 17. Each share entitles to the casting of one vote. The company will recognize only one holder for each share.

Business year - Distribution of profits

Art. 18. The business year begins on the 1st of January and ends on the 31st December of each year.

The board of directors draws up the annual accounts according to the legal requirements.

It submits these documents with a report of the company's activities to the statutory auditor(s) at least one month before the statutory general meeting.

Art. 19. At least five percent of the net profit for the financial year has to be allocated to the legal reserve fund. Such contribution will cease to be compulsory when the reserve fund reaches ten percent of the subscribed capital.

The remaining balance of the net profit is at the disposal of the general meeting.

Advances on dividends may be paid by the board of directors in compliance with the legal requirements.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. The company may be dissolved by a decision of the general meeting voting with the same quorum as for the amendment of the articles of incorporation.

Should the company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, legal or physical persons, appointed by the general meeting which will specify their powers and remunerations.

General dispositions

Art. 21. The law of August 10, 1915 on Commercial Companies as subsequently amended shall apply in so far as these articles of incorporation do not provide for the contrary.

Transitory dispositions

The first financial year begins on the date of incorporation of the company and ends on the 31st December of 2009.

The first annual general meeting shall be held in 2010.

Subscription and payment

The shares have been subscribed to as follows:

1.- PARFININDUS S.à r.l., prenamed, four thousand nine hundred and ninety-eight shares	4.998
2.- Mr Kris GOORTS, prenamed, two shares	<u>2</u>
TOTAL: five thousand shares	5.000

All the subscribed shares have been fully paid up in cash, so that the company has now at its disposal the sum of FIVE HUNDRED THOUSAND EURO (500.000.- EUR) as was certified to the notary executing this deed.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed in art. 26 of the law on commercial companies of August 10th, 1915 as subsequently amended have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfillment.

Expenses

The amount of the expenses for which the company is liable as a result of its formation is approximately fixed at EUR 5,000.- (five thousand euro).

Extraordinary general meeting

The above-named parties, acting in the here above stated capacities, representing the whole of the subscribed capital, considering themselves to be duly convened, then held an extraordinary general meeting and unanimously passed the following resolutions:

First resolution

The number of directors is fixed at three.

The following have been elected as directors:

- Mr Joeri STEEMAN, chartered accountant, born in Wilrijk (Belgium), on June 11, 1966, with professional address in L-2138 Luxembourg, 24, rue St. Mathieu,
- Mr Kris GOORTS, employee, born in Louvain (Belgium), on March 17, 1972, with professional address in L-2138 Luxembourg, 24, rue St. Mathieu,
- Mr Frederik ROB, employee, born in Oostende (Belgium), on December 29, 1976, with professional address in L-2138 Luxembourg, 24, rue St. Mathieu.

Second resolution

The following has been appointed as statutory auditor

Mr Karl LOUARN, chartered accountant, born in Firminy (France), on April 7th, 1971, residing in L-5891 Fentange, 6, rue Weydert.

Third resolution

The mandates of the directors and the auditor shall expire immediately after the annual general meeting of 2014.

Fourth resolution

The company's registered office is located at L-2138 Luxembourg, 24, rue St. Mathieu.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing persons, this deed is worded in French, followed by an English translation and that in case of any divergences between the French and the English text, the French version shall be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé : K. GOORTS et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 19 novembre 2008. Relation: LAC/2008/46590. Reçu deux mille cinq cents euros (0,50% = 2.500.- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial.

Luxembourg, le 28 novembre 2008.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2008151057/242/370.

(080178179) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

Luxmobil S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 124.571.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 01^{er} décembre 2008.

Pour Luxmobil S.A.

SERVICES GENERAUX DE GESTION S.A. - SGG

412F, route d'Esch, L-2086, LUXEMBOURG

Un mandataire

Signatures

Référence de publication: 2008153441/1005/17.

Enregistré à Luxembourg, le 4 décembre 2008, réf. LSO-CX02254. - Reçu 32,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080180647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2008.

Hines GP Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 124.162.

In the year two thousand and eight, on the fourteenth day of November,
Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg),

There appeared:

Hines International Real Estate Holdings LP, a limited partnership incorporated under the laws of Texas, United States of America, having its registered office at 2800 Post Oak Boulevard, Houston, Texas, 77056-6118, United States of America,

here represented by Cintia PROCACI, private employee, residing professionally in Luxembourg,

by virtue of a proxy given in Houston, Texas, United States of America.

This proxy, signed "ne varietur", by the appearing person and the undersigned notary will remain attached to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, through its proxy holder, has requested the undersigned notary to state that:

I. the appearing party is the sole partner of the private limited liability company incorporated and existing under the laws of Luxembourg under the name: " Hines GP Luxembourg S.à r.l." having its registered office 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, (the "Company") incorporated pursuant to a deed of Maître Gerard Lecuit notary resident in Luxembourg on January 30, 2007, published in the Memorial C, Recueil des Societies at Associations number 613 dated April 14, 2007, which have been amended pursuant a deed of Maître Schaeffer, notary resident in Luxembourg on July 31, 2008 published in the Memorial C, Recueil des Societies at Associations number 2157 on September 04, 2008. The by laws have not yet been amended since.

II. The Company share capital is fixed at twelve thousand five hundred Euros (€ 12,500) divided into one hundred and twenty-five (125) shares with a nominal value of one hundred Euros (€ 100) each.

The appearing party, acting in their above mentioned capacities, requested the undersigned notary to draw up as follow:

1. Change the structure and the binding authority of the board of managers with (ii) the introduction of one class of managers (A managers) and (ii) the requirement of single signature;
2. Accept the resignation of David Braaten and Jan Henneau as Manager B of the Company;
3. Appoint Class A Managers;

First Resolution

The Sole Shareholder resolved to amend the Articles 13, 14, 15, 16 and 22 of incorporation of the Company so as to read as follows:

" **Art. 13. Managers.** The Company will be managed and administered by two "A Manager" whether shareholders or not ("Manager" or together the "Managers").

Each Manager is appointed for a limited or unlimited duration by the sole shareholder or the general meeting of shareholders.

While appointing the Managers, the sole shareholder(s) or the general meeting of shareholders, will establish the tenure and the powers and competence of the Managers.

The shareholder(s) may decide to remove a Manager, with or without cause. Each Manager may resign as well. The shareholder(s) decide upon the compensation of each Manager, if any.

The death, incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting a Manager, as well as its resignation or removal for any cause will not put the Company into liquidation.

The Manager(s) may also appoint officers of the Company considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Manager(s). Officers need not be a Manager or shareholder of the Company. The officers appointed shall have the powers and duties entrusted to them by the Manager(s).

Notwithstanding the foregoing, an officer of the Company may only be appointed to prepare routine notices and administrative filings with public authorities including, but not limited to, the following:

- Filing of Annual reports and financial statements
- Preparation of VAT reports/notices
- Filing corporate documents with the Luxembourg Trade and Companies Register or any other public registers
- Filing, signing, and registering any documents required to establish a newly incorporated subsidiary of the Company pursuant to a proxy granted by the Managers(s)
- Filing documents with the CSSF or other governmental regulatory agencies
- Obtaining company extracts from the Luxembourg Trade and Companies Register

In no circumstance may an officer of the Company be appointed by the Manager(s) to represent the Company towards third parties per Article 16 unless duly authorized by the Managers according to the delegation of powers in Article 15.

Art. 14. Powers of the Managers, Meetings of the Managers, Minutes. Without prejudice and subject to Articles 15 and 16, either i) the A Managers by himself vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's corporate object. All powers not expressly reserved by the Law or by the Articles of Incorporation to the shareholder(s) are in the competence of the Managers.

For the sake of clarity, the first paragraph above means that:

- the A Manager by himself has full powers

The resolutions of the Manager(s) shall be recorded in writing and the minutes shall be signed by the Manager or (ii) by the two Managers in case the resolutions by are taken by all the Managers.

Decisions of the Manager or decisions to be taken by all Managers are taken at meetings of the Managers concerned. Such meetings of the Manager(s) concerned shall be held at the registered office or at such other place outside of the United Kingdom as Manager(s) may from time to time determine. Any Manager may act by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another Manager as his proxy. Any proxies will remain attached to the minutes of the resolutions taken at such meetings.

Manager(s) may participate in a meeting of the Manager(s) by means of a conference call, by vidéoconférence or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other provided that no Manager may so participate if, at the time of such participation, he is physically present in the UK. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

A written decision, signed by all the Managers concerned is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Managers concerned. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

Art. 15. Delegation of Powers. With the exception of the Managers granting a proxy to an officer of the Company for the incorporation of a new subsidiary of the Company in accordance with Article 14, Manager(s) may delegate signatory powers or proxies, or entrust permanent or temporary predefined functions to persons or agents chosen by him or them.

Art. 16. Representation of the Company. The Company shall be bound towards third parties by either the single signature of any A Manager or the sole signature of any person to whom such signatory power has been delegated pursuant to Article 15 above, but only within the limits of such power.

Art. 22. Minutes of meetings of the shareholders. The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the shareholders present or their proxy holders or by the chairman, the secretary and the scrutineer of the meeting if such a bureau has been appointed.

The resolutions adopted by the single shareholder shall be documented in writing and signed by the single shareholder.

Copies or extracts of the written resolutions adopted by the shareholder(s), as well as of the minutes of the general meeting of shareholders to be produced in judicial proceedings or otherwise may be signed by A Managers."

Second Resolution

The Sole Partner resolves to accept the resignation of David Scott Braaten and Jan Henneau as Managers B of the Company granting them fully discharge from the date of appointment till the resignation;

Third resolution

The Sole Partner resolves proceed to the following appointments:

- A Manager - Hines International Fund Management, LLC, a US Delaware limited liability company professionally residing at 2800 Post Oak Boulevard, Houston, Texas 77056.

- A Manager - Kenneth Gordon MacRae, a UK citizen with passport number 202809090 and professionally residing at 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who is knowledgeable of the English language, states that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English and is followed by a French version. At the request of the same person and in case of divergences between the English text and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the person appearing, who is known to the undersigned notary by its surname, first name, civil status and residence, has been signed by the person appearing as an original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mil huit, le quatorze novembre.

Par devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-duché de Luxembourg).

A comparu:

Hines International Real Estate Holdings LP, une société de droit du Texas, États-Unis, ayant son siège social à 2800 Post Oak Boulevard, Houston, Texas, 77056-6118, Etats-Unis d'Amérique

ici représentée par Cintia PROCACI, employée privée, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Houston. Ladite procuration, signée «ne varietur» par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

Lequel comparant, représente comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'arrêter les statuts d'une société a responsabilité limitée qu'il va constituer par les présentes:

I. La comparante est la seule associée de la société a responsabilité limitée établie a Luxembourg sous la dénomination de «Hines GP Luxembourg S.à r.l.» ayant son siège social à L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon («La société»), constituée suivant acte de Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, le 30 janvier 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 613 du 14 avril 2007. Les statuts on été modifiés suivant acte de Maître Schaeffer, le 31 juillet 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association numéro 2157 le 4 septembre 2008.

II. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents Euros (€ 12,500) représentée par cent vingt-cinq (125) parts sociales d'une valeur nominale de cent Euros (€ 100) chacune.

La partie comparante, agissant dans ès qualité mentionnée ci-dessus, demande au notaire soussigné d'acter:

Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Changer la structure et engagement de la société par le conseil de gérance avec (i) l'introduction de une seule classe de Gérant (Gérant A), et (ii) la signature individuelle du Gérant A;
2. Accepter les démissions de David Scott Braaten et Jan Henneau comme Gérants B de la Société;
3. Nomination Gérants A.

Première résolution

En conséquence de la résolution su mentionnée, l'associé unique a décidé de modifier les articles 13, 14, 15,16 et 22 des Statuts comme suit:

« **Art. 13. Gérants.** La Société sera gérée et administrée par deux «Gérant A», associés ou non (ci-après dénommé le «Gérant» ou ensemble dénommés les «Gérants»).

Chaque Gérant est nommé pour une durée limitée ou illimitée par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés, le cas échéant.

Lors de la nomination des Gérants, l'associé unique ou l'assemblée générale des associés, le cas échéant, fixe (fixent) leur mandat et, le cas échéant, les pouvoirs et attributions des Gérants.

Chaque Gérant pourra être révoqué avec ou sans motif et remplacé à tout moment sur décision adoptée par les Actionnaires. Les Gérantes pourront aussi démissionner. Les associés pourront aussi décider à une compensation pour chaque Gérants.

La mort, l'incapacité, la faillite, la déconfiture, ou tout autre évènement similaire affectant un Gérant, de même que sa démission ou sa révocation pour quelque motif que ce soit n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Les Gérants pourront également nommer des fondés de pouvoir de la Société nécessaires pour les besoins de la gestion de la Société. Les Gérants pourront décider de révoquer à tout moment lesdits fondés de pouvoir. Le fondé de pouvoir n'aura pas besoin d'être un Gérant ou un associé de la Société. Les fondés de pouvoir nommés se verront confier leurs pouvoirs et devoirs par les Gérants.

Nonobstant ce qui précède, un fondé de pouvoir de la Société ne peut seulement être nommé que pour la préparation des affaires courantes et des tâches administratives d'enregistrement auprès des autorités publiques incluant, de manière non-exhaustive, les tâches suivantes:

- dépôt des comptes annuels

- préparation des déclarations TVA
- dépôt des actes sociétaires de la Société auprès du Registre de Commerce et des Sociétés luxembourgeois ou auprès de toute autre institution d'enregistrement
- dépôt, signature et enregistrement de tout document nécessaire en vue de la constitution d'une nouvelle filiale de la Société suite à un mandat octroyé par les Gérants
- dépôt des documents auprès de la CSSF ou tout autre organisation gouvernementale de surveillance
- obtention d'extraits auprès du Registre de Commerce et des Sociétés luxembourgeois

En aucune circonstance, un fondé de pouvoir de la Société ne peut être nommé par les Gérants afin de représenter la Société envers une tierce partie conformément à l'Article 16, à moins d'être dûment autorisé par le Gérant A en vertu de la délégation de pouvoirs prévue à l'Article 15 ci-après.

Art. 14. Pouvoirs des Gérants, Assemblée des Gérants, Procès Verbal. Sans préjudice et sous réserve des Articles 15 et 16, le Gérant A agissant seul a les pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles en vue de la réalisation de l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément par la Loi ou par les Statuts à l'associé unique ou à l'assemblée générale des associés sont de la compétence des Gérants.

Pour des raisons de clarté, le paragraphe ci-dessus signifie que:

- le Gérant A agissant seul à les pleins pouvoirs;

Les résolutions des Gérants doivent être consignées par écrit et les procès-verbaux doivent être signés (i) par le Gérant A ou (iii) par les Gérantes A dans le cas où les résolutions sont prises par tous les Gérants.

Les décisions de Gérant ou les décisions prises par tous les Gérants sont prises à l'occasion des réunions des Gérants susvisés. Ces réunions desdits Gérants doivent se tenir au siège social ou à tout autre endroit déterminé en temps voulu par les Gérants à l'exception de la Grande-Bretagne. Chaque Gérant peut agir en nommant par écrit, transmis par tous moyens de communication permettant la transmission de textes écrits, un autre Gérant en tant que son mandataire. Les procurations resteront annexées au procès-verbal des résolutions prises à l'occasion de ces réunions.

Les Gérants peuvent participer aux réunions de Gérants par le biais de conférences téléphoniques, vidéoconférences ou par tout autre moyen similaire de communication permettant la participation simultanée de plusieurs personnes mais aucun Gérant physiquement présent en Grande-Bretagne pourra participer aux réunions de Gérants. Une telle participation équivaldra à une présence physique lors de la réunion.

Une décision écrite, signée par tous les Gérants concernés est valide comme si elle avait été adoptée lors d'une réunion desdits Gérants. Une telle décision peut être documentée dans un seul document ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu et chacun d'eux devant être signé par un ou plusieurs Gérants.

Art. 15. Délégation de pouvoirs. A l'exception du mandat octroyé par les Gérants à un fondé de pouvoir de la Société en vue de la constitution d'une nouvelle filiale de la Société conformément à l'Article 14, i) le Gérant A ii) les Gérants A peut conférer des pouvoirs de signature ou mandats spéciaux ou des fonctions déterminées, permanentes ou temporaires, à des personnes ou agents de son choix.

Art. 16. Représentation de la Société. Vis-à-vis des tiers, la Société est engagée soit par (i) la signature individuelle du Gérant A ou par la signature individuelle de toute personne à laquelle un tel pouvoir de signature aura été délégué conformément à l'Article 15, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 22. Procès-verbaux des assemblées générales. Les procès-verbaux des assemblées générales des associés doivent être signés par les associés présents ou leurs mandataires ou par le Président, le Secrétaire et le Scrutateur de l'assemblée dans le cas d'une nomination de ces derniers.

Les résolutions adoptées par l'associé unique doivent être consignées par écrit et signées par l'associé unique.

Les copies ou extraits des procès-verbaux adoptés par les associés, ou encore les des procès-verbaux des assemblées générales des associés à produire en justice ou ailleurs sont signés par les deux Gérant A conjointement.

Deuxième résolution

L'Associée Unique décide d'accepter les démissions de David Scott Braaten et Jan Henneau comme Gérants B de la Société et de leur donner décharge de la date de nomination à la date de démission.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de procéder aux nominations suivantes:

- Gérant A - Hines International Fund Management LLC, une société à responsabilité limitée de droit américain du Delaware, dont le siège social est situé à 2800 Post Oak Boulevard, Houston, Texas 77056.
- Gérant A - Kenneth Gordon MacRae, citoyen britannique avec comme numéro de passeport le 202809090 et dont la résidence professionnelle est située au 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, même date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare qu'à la demande du comparant décrit ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française. A la demande du même comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. Procaci et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg AC, le 19 novembre 2008. LAC/2008/46597. - Reçu douze euros Eur 12,-.

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 novembre 2008.

Martine SCHAEFFER.

Référence de publication: 2008152588/5770/220.

(080179879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2008.

Wester Wassertechnik s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1121 Luxembourg, 7, rue des Alouettes.

R.C.S. Luxembourg B 57.199.

—
Ausserordentliche Gesellschafterversammlung vom 10. November 2008

Gesellschafterbeschlüsse

(Schreiben in vierfacher Ausführung angefertigt am 10.11.2008)

Die unterzeichnenden Gesellschafter, Frau Victorine Wester-Walch, wohnhaft zu L-6380 Beaufort, Webershof/Medernach und Herr Paul Wester wohnhaft zu L-1121 Luxemburg-Cents, 7, rue des Alouettes, bestimmen zum heutigen Tage einstimmig wie folgt:

1. Der Sitz der Gesellschaft wird verlegt von L-2162 Luxemburg-Hamm, 13, rue de la Montagne nach L-1121 Luxemburg-Cents, 7, rue des Alouettes.

Der Sitz der Gesellschaft ist somit ab dem 10. November 2008 in Luxemburg-Cents.

2. Zur Geschäftsführung auf unbestimmte Dauer ist Herr Paul Wester ernannt. Herr Jürgen Franz, wohnhaft zu Würzburg, wird mit sofortiger Wirkung von der Geschäftsführung entlassen. Somit verfügt die Gesellschaft nur noch über einen einzigen rechtmässig verpflichtenden Geschäftsführer.

Es werden keine weiteren Beschlüsse getroffen.

Luxemburg, den 10. November 2008.

Victorine Wester-Walch / Paul Wester.

Référence de publication: 2008152291/2785/23.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008, réf. LSO-CX00082. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080179055) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2008.

Lys Immo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 31, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 115.041.

—
Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 décembre 2008.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2008153442/1091/14.

Enregistré à Luxembourg, le 2 décembre 2008, réf. LSO-CX01357. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080180650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2008.

Tyburn Lane (Marburg) Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 200.000,00.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 123.467.

In the year Two Thousand and Eight, on the twelfth day of November.

Before Us, Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

Brandenburg Fund SICAV-FIS, a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) in the form of an investment company with variable capital-specialized investment fund (société d'investissement à capital variable-fonds d'investissement spécialisé), duly incorporated and validly existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 69, route d'Esch, L-1470, Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 125 978, holder of 450 (Four Hundred and Fifty) shares in the share capital of the Company (the "Fund"); and

London & Marburg Limited, a private limited company incorporated under the laws of the England and Wales, having its registered office at Conduit Street, London W1S 2XA, United Kingdom and registered at the England and Wales Companies House under number 06027594, holder of 50 (Fifty) shares in the share capital of the Company ("Lothian") (hereinafter together referred as the "Shareholders"),

Hereby represented by Ms Virginie Gonella, attorney, residing professionally at 291, route d'Arlon, L-1150, Luxembourg, by virtue of proxies given under private seal on 29 October 2008 and 10 November 2008.

The said proxies, after having been signed *ne varietur* by the appearing parties, represented as stated here above and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing parties, represented as stated here above, have requested the undersigned notary to enact the following:

They are the current Shareholders of Tyburn Lane (Marburg) s.à.r.l., a Luxembourg limited liability company (société à responsabilité limitée) with a share capital of EUR 12,500 (Twelve Thousand and Five Hundred Euros), incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 69, route d'Esch, L-1470, Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and companies register under number B 123 467 and incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, then residing in Mersch, dated 19 December 2006 whose articles have been published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 362 dated 13 March 2007, page 17339 (the "Company"). The articles of association have been amended by a deed of the undersigned notary, dated 18 December 2007 and published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 395 dated 15 February 2008, page 18915.

The share capital of the Company is set at EUR 12,500 (Twelve Thousand and Five Hundred Euros), represented by 500 (Five Hundred) shares (parts sociales) in registered form with a nominal value of EUR 25 (Twenty Five Euros) each, all fully subscribed and paid up.

The Shareholders of the Company are duly represented at this meeting, which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items of the following agenda:

Agenda:

- 1) Decision to introduce one class of A shares (parts sociales) and one class of B shares (parts sociales) (the "New A and B Shares"), whereby the class A shares shall represent 90% (Ninety percent) of the share capital and the class B shares shall represent 10% (Ten percent) of the share capital of the Company, to determine the rights attached to each class of shares (parts sociales) and to subsequently amend the coordinated articles of association of the Company;
- 2) Decision to convert the existing and fully paid up shares (parts sociales) subscribed by the Shareholders of the Company into class A shares (parts sociales) to be allocated to the Fund and class B shares (parts sociales) to be allocated to Lothian;
- 3) Presentation and approval of the interim accounts (the "Interim Accounts");
- 4) Presentation and approval of the report of the board of directors (conseil de gérance) (the "Board's Report") relating to the valuation of the contribution in kind to the Company;
- 5) Decision to increase the share capital of the Company by an amount of EUR 187,500 (One Hundred Eighty Seven Thousand and Five Hundred Euros) by the issuance of a total of 7,500 (Seven Thousand and Five Hundred) New A and B Shares (parts sociales) in the share capital of the Company, divided respectively into 6,750 (Six Thousand Seven Hundred and Fifty) class A shares to be allocated to the Fund and 750 (Seven Hundred and Fifty) class B shares to be allocated to Lothian; each with a par value of EUR 25 (Twenty Five Euros);
- 6) Subscription and full payment of the New A and B Shares (parts sociales) with a par value of EUR 25 by contribution in kind pro rata their current participation in the share capital of the Company for a total amount of EUR 187,500 (One Hundred Eighty Seven Thousand Five Hundred Euros);
- 7) Subsequent modifications of article 6 and article 16 of the coordinated articles of association of the Company further to the former resolutions;

8) Appointment of authorized signatories to record the subscription of the New A and B Shares (parts sociales) in the shareholders' register further to the capital increase by contribution in kind enacted by a Luxembourg notary; and

9) Miscellaneous.

- The Shareholders reviewed the Interim Accounts of the Company as of 31 August 2008.

All having been declared, the appearing parties, holding of 100% (One Hundred percent) of the share capital of the Company, represented as stated here above, have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting and have taken the following resolutions:

First resolution

The Shareholders unanimously RESOLVE to (i) introduce one class of A shares (parts sociales) and one class of B shares (parts sociales), (ii) determine the rights attached to each class of shares (parts sociales) as shall be set out below in the amended version of article 6 of the coordinated articles of association and (iii) subsequently amend the coordinated articles of association of the Company.

Second resolution

The Shareholders unanimously RESOLVE to convert the shares (parts sociales) they hold in the share capital of the Company into class A shares (parts sociales) and class B shares (parts sociales) in the proportion of 90% (Ninety per cent) of the share capital for class A shares and 10% (Ten per cent) of the share capital for class B shares, as described below:

- The 450 (Four Hundred and Fifty) existing and fully paid up shares (parts sociales) subscribed by the Fund into class A shares (parts sociales); and

- the 50 (Fifty) existing and fully paid up shares (parts sociales) subscribed by Lothian into class B shares (parts sociales).

Third resolution

The Shareholders unanimously RESOLVE to approve the Interim Accounts of the Company as of 31 August 2008.

Fourth resolution

The Shareholders unanimously declare that they have had due notice and got knowledge of the Board's Report dated November 11, 2008, prior to this meeting, and they resolve to approve the said report.

Fifth resolution

The Shareholders unanimously RESOLVE to increase the share capital of the Company by an amount of EUR 187,500 (One Hundred Eighty-Seven Thousand and Five Hundred Euros) in order to raise it from its current amount of EUR 12,500 (Twelve Thousand and Five Hundred Euros) up to EUR 200,000 (Two Hundred Thousand Euros) by creating and issuing a total of 7,500 (Seven Thousand and Five Hundred) New A and B Shares (parts sociales) having a nominal value of EUR 25 (Twenty Five Euros) each to be fully paid up.

Sixth resolution

The Shareholders unanimously RESOLVE to subscribe to the New A and B Shares (parts sociales) by contribution in kind as described below:

Subscription - Payment

The Fund, here represented as aforementioned, declares to subscribe to 6,750 (Six Thousand Seven Hundred and Fifty) class A shares (parts sociales) and to have these A shares (parts sociales) fully paid up by contribution in kind of a portion of the receivable that it holds against the Company for an amount of EUR 168,750 (One Hundred Sixty-Eight Thousand Seven Hundred and Fifty Euros); and

Lothian, here represented as aforementioned, declares to subscribe to 750 (Seven Hundred and Fifty) class B shares (parts sociales) and to have these B shares (parts sociales) fully paid up by contribution in kind of a portion of the receivable that it holds against the Company for an amount of EUR 18,750 (Eighteen Thousand Seven Hundred and Fifty Euros).

Allocation

List of subscribers	Total Capital increase (in EUR)	Number of A and B Shares	Subscribed Amount in kind (in EUR)
Fund (90%)	168,750	6,750	168,750
Lothian	18,750	750	18,750
Total	187,500	7,500	187,500

Description of the contribution in kind

The evidence and valuation of the contribution in kind have been confirmed to the undersigned notary by:

- The interim accounts of the Company as of 31 August 2008;

- The contribution certificates dated 29 October 2008 and 10 November 2008;

Seventh resolution

As a consequence of the preceding resolutions, the Shareholders unanimously RESOLVE to (i) amend article 6 of the coordinated articles of association of the Company, which will henceforth read as follows:

" **Art. 6.** The Company's share capital is fixed at EUR 200,000 (Two Hundred Thousand Euros) represented by 8,000 (Eight Thousand) shares (parts sociales) of EUR 25 (Twenty Five Euros) each, all fully subscribed and entirely paid up, divided into:

- 7,200 (Seven Thousand and Two Hundred) class A shares with a nominal value of EUR 25 (Twenty Five Euros) each ("Class A Shares"); and
- 800 (Eight Hundred) class B shares with a nominal value of EUR 25 (Twenty Five Euros) each ("Class B Shares").

The Classes A and B Shares entitle their holders to the financial rights attached to the Class A Shares and the Class B Shares:

- (a) The Class A Shares entitle their holders to 75% (Seventy Five percent) of the net profits of the Company; and
- (b) The Class B Shares entitle their holders to 25% (Twenty Five percent) of the net profits of the Company".

(ii) to amend article 16 of the coordinated articles of association of the Company, which will henceforth read as follows:

" **Art. 16.** The gross profit of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profits.

An amount equal to 5% (Five per cent) of the net profits of the Company shall be allocated to a statutory reserve, until and as long as this reserve amounts to 10% (Ten per cent) of the Company's share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) in accordance with article 6 of the articles."

Eighth resolution

The Shareholders unanimously RESOLVE to appoint any authorized signatories to record the subscription of the New A and B Shares (parts sociales) in the shareholders' register further to the capital increase by contribution in kind enacted by the undersigned notary.

Estimation of costs

The aggregate amount of costs, expenditures, remunerations or expenses in any form whatsoever which the company incurs or for which it is liable by reason of this increase of capital, is approximately at EUR 4,000,-

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this deed.

The document having been read to the persons appearing, who signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le douze novembre.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

ONT COMPARU:

Brandenburg Fund SICAV-FIS, une société en commandite par actions, sous la forme d'une société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé, dûment constituée et existante sous les lois de Luxembourg, ayant son siège social au 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 125 978, détenteur de 450 (Quatre Cent Cinquante) parts sociales dans le capital social de la Société (le «Fonds»); et

London & Marburg Limited, une limited société constituée sous les lois d'Angleterre et du Pays de Galles, ayant son siège social au 1 Conduit Street, Londres W1S 2XA, Royaume Uni, enregistrée au Registre des sociétés d'Angleterre et du Pays de Galles sous le numéro 06027594, détenteur de 50 (Cinquante) parts sociales dans le capital social de la Société («Lothian») (ci-après conjointement définis comme les «Associés»),

ici représentés par Mademoiselle Virginie Gonella, avocate, demeurant professionnellement au 291, route d'Arlon, L-1150, Luxembourg, en vertu de procurations données sous seing privé le 29 octobre 2008 et 10 novembre 2008.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, annexées aux présentes pour être soumises avec elles aux formalités d'enregistrement.

Les comparants, représentés tel que dit ci-dessus, ont requis le notaire soussigné d'acter que: ils sont les seuls Associés actuels de Tyburn Lane (Marburg) s.à.r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, au capital social de 12.500 EUR (Douze Mille Cinq Cents Euros), ayant son siège social au 69, route d'Esch, L-1470, Luxembourg, inscrite auprès du Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B. 123 467 et constituée sous le droit

luxembourgeois en vertu d'un acte reçu par le notaire instrumentant, alors de résidence à Mersch, le 19 décembre 2006, dont les statuts ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 362 du 13 mars 2006, page 17339 (la «Société»). Les statuts ont été modifiés en vertu d'un acte reçu par le notaire instrumentant, le 18 décembre 2007 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 395 du 15 février 2008, page 18915.

Le capital social de la Société est fixé à 12.500 EUR (Douze Mille Cinq Cents Euros), représenté par 500 (Cinq Cents) parts sociales nominatives d'une valeur nominale de 25 EUR (Vingt Cinq Euros), toutes entièrement souscrites et libérées.

Tout ceci ayant été déclaré, les Associés, dûment représentés à cette assemblée qui est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les points de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1) Décision d'introduire une classe de parts sociales A et une classe de parts sociales B tandis que les parts sociales de classe A représenteront 90% (Quatre-Vingt-Dix pour cent) du capital social et que les parts sociales de classe B représenteront 10% (Dix pour cent) du capital social de la Société, de déterminer les droits attachés à chaque classe de parts sociales et de modifier en conséquence les statuts coordonnés de la Société;

2) Décision de convertir les parts sociales existantes souscrites et entièrement libérées par les Associés lors de la constitution de la Société, en des parts sociales de classe A qui seront attribuées au Fonds et des parts sociales de classe B qui seront attribuées à Lothian;

3) Présentation et approbation des comptes intérimaires de la Société;

4) Présentation et approbation du rapport du conseil de gérance (le «Rapport du Conseil de Gérance») concernant l'évaluation de l'apport en nature fait à la Société;

5) Décision d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 187.500 EUR (Cent Quatre Vingt Sept Mille Cinq Cents Euros) par l'émission d'un total de 7.500 (Sept Mille Cinq Cents) parts sociales de classe A et B (les «Nouvelles Parts Sociales») dans le capital social de la Société, divisées respectivement en 6.750 (Six Mille Sept Cent Cinquante) parts sociales de classe A qui seront attribuées au Fonds et 750 (Sept Cent Cinquante) parts sociales de classe B qui seront attribuées à Lothian, chacune d'une valeur nominale de 25 EUR (Vingt Cinq Euros);

6) Souscription et complet paiement des Nouvelles Parts Sociales avec une valeur nominale de 25 EUR (Vingt Cinq Euros) par apport en nature au pro rata de la participation actuelle des Associés dans le capital social de la Société pour un montant total de 187.500 EUR (Cent Quatre Vingt Sept Mille Cinq Cents Euros);

7) Modifications subséquentes de l'article 6 et de l'article 16 des statuts coordonnés de la Société;

8) Nomination de signataires autorisés pour enregistrer la souscription des Nouvelles Parts Sociales dans le registre des associés suite à l'augmentation de capital par apport en nature effectuée par-devant notaire; et

9) Divers.

Les Associés ont revus les comptes intérimaires de la Société en date du 31 août 2008.

Tout ceci ayant été déclaré, les Associés détenteurs de 100% (Cent pourcent) du capital social de la Société, représentés comme il est dit ci-dessus, ont immédiatement procédé à la tenue d'une assemblée générale extraordinaire et ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés DECIDENT à l'unanimité (i) d'introduire une classe de parts sociales A et une classe de parts sociales B, (ii) de déterminer les droits attachés à ces classes de parts sociales tels qu'ils seront définis ci-dessous à l'article 6 amendé des statuts coordonnés de la Société et (iii) de modifier en conséquence les statuts coordonnés de la Société.

Deuxième résolution

Les Associés DECIDENT à l'unanimité de convertir les parts sociales qu'ils détiennent dans le capital social de la Société en parts sociales de classe A et de classe B dans la proportion de 90% (Quatre Vingt Dix pourcent) de parts sociales de classe A et 10% (Dix pourcent) de parts sociales de classe B, tel que décrit ci-dessous:

- les 450 (Quatre Cent Cinquante) parts sociales existantes, souscrites par le Fonds et entièrement libérées en des parts sociales de classe A; et

- les 50 (Cinquante) parts sociales existantes, souscrites par Lothian et entièrement libérées en des parts sociales de classe B.

Troisième résolution

Les Associés DECIDENT à l'unanimité d'approuver les comptes intérimaires de la Société au 31 août 2008.

Quatrième résolution

Les Associés déclarent avoir eu connaissance du Rapport du Conseil de Gérance du 11 novembre 2008 qui leur a été communiqué au préalable et ils décident de l'approuver.

Cinquième résolution

Les Associés DECIDENT à l'unanimité d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de 187.500 EUR (Cent Quatre Vingt Sept Mille Cinq Cents Euros) pour le porter de son montant actuel de 12.500 EUR (Douze Mille Cinq Cents

Euros) à celui de 200.000 EUR (Deux Cent Mille Euros) en créant et émettant un total de 7.500 (Sept Mille Cinq Cents) Nouvelles Parts Sociales d'une valeur nominale de 25 EUR (Vingt-Cinq Euros), chacune entièrement libérée.

Sixième résolution

Les Associés DECIDENT à l'unanimité de souscrire aux Nouvelles Parts Sociales par apport en nature tel que décrit ci-dessous:

Souscription - Libération

Le Fonds, ici représenté comme il est dit, déclare souscrire à 6.750 (Six Mille Sept Cent Cinquante) parts sociales de classe A et payer ces parts sociales de classe A par apport en nature d'une portion de la créance qu'il détient envers la Société pour un montant de 168.750 EUR (Cent Soixante Huit Mille Sept Cent Cinquante Euros); et

Lothian, ici représenté comme il est dit, déclare souscrire à 750 (Sept Cent Cinquante) parts sociales de classe B et payer ces parts sociales de classe B par apport en nature d'une portion de la créance qu'il détient envers la Société pour un montant de 18.750 EUR (Dix-Huit Mille Sept Cent Cinquante Euros).

Répartition

Total - Nombre de Liste des souscripteurs	Total Augmentation de Capital (en EUR)	Nombre de Montant du capital parts sociales souscrit en nature	
		A et B	(en EUR)
Fund (90%)	168.750	6.750	168.750
Lothian	18.750	750	18.750
Total	187.500	7.500	187.500

Description de l'apport en nature

La réalité et la valeur de l'apport en nature ont été confirmées au notaire soussigné par:

- Les comptes intermédiaires de la Société en date du 31 août 2008;
- Les certificats d'apport datés du 29 octobre 2008 et 10 novembre 2008;

Septième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, les Associés DECIDENT à l'unanimité de (i) modifier l'article 6 des statuts coordonnés de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social de la Société est fixé à 200.000 EUR (Deux Cent Mille Euros) représenté par 8.000 (Huit Mille) parts sociales d'une valeur nominale de 25 EUR (Vingt-Cinq Euros) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées, divisées en:

- 7.200 (Sept Mille Deux Cents) parts sociales de classe A avec une valeur nominale de 25 EUR (Vingt-Cinq Euros) chacune («Parts Sociales de Classe A»);et
- 800 (Huit Cents) parts sociales de classe B avec une valeur nominale de 25 EUR (Vingt-Cinq Euros) chacune («Parts Sociales de Classe B»).

Les Parts Sociales de Classe A et Classe B autorisent leurs porteurs au bénéfice des droits financiers attachés aux Parts Sociales de Classe A et aux Parts Sociales de Classe B:

(a) Les Parts Sociales de Classe A donnent droit pour leurs porteurs à 75% (Soixante Quinze pour cent) des bénéfices nets de la Société; et

(b) Les Parts Sociales de Classe B donnent droit pour leurs porteurs à 25% (Vingt-Cinq pour cent) des bénéfices nets de la Société».

(ii) modifier l'article 16 des statuts coordonnés de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 16.** Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé 5% (Cinq pour cent) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à, et aussi longtemps que celui-ci atteigne 10% (Dix pour cent) du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux Associés conformément à l'article 6 des Statuts de la Société.»

Huitième résolution

Les Associés DECIDENT à l'unanimité de nommer des signataires autorisés pour enregistrer la souscription des Nouvelles Parts Sociales dans le registre des Associés suite à l'augmentation de capital par apport en nature effectuée par-devant le notaire soussigné.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de la présente augmentation de capital est évalué à la somme de EUR 4.000,-.

143072

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare qu'à la demande des parties comparantes, le présent acte est libellé en anglais, suivi d'une traduction française, et qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE notarié, dressé et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite aux personnes comparantes, celles-ci ont signé l'original du présent acte avec le notaire.

Signé: V. GONELLA et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 novembre 2008, Relation: LAC/2008/46974. — Reçu à 0.50%: neuf cent trente sept euros cinquante cents (937.50 €).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 novembre 2008.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2008152597/242/287.

(080180054) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2008.

Intermeca SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 84.508.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par le Conseil d'Administration lors d'une réunion tenue en date du 16 octobre 2008 que:

- M. Tom FABER, administrateur de la société, né le 5 novembre 1979 à Munich (Allemagne), demeurant professionnellement au 3A, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg a été nommé Président du Conseil d'Administration pour la durée de son mandat d'administrateur de la société qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale des actionnaires qui se tiendra en 2011.

Il résulte des résolutions prises par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires tenue en date du 17 novembre 2008 que:

la démission de M. Jean-Marc FABER de ses fonctions de Commissaire aux comptes de la société a été acceptée.

- la société FIDUCIAIRE MARC MULLER S.à r.l. ayant son siège social au 3A, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, a été nommée aux fonctions de Commissaire aux comptes de la société.

- Le mandat du Commissaire aux comptes prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2011.

Pour extrait conforme aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 novembre 2008.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008152821/717/28.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008, réf. LSO-CX00262. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080179951) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2008.

Baltic Shipyards Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 143.239.

—
STATUTES

In the year two thousand and eight, on the sixth of November.

Before Maître Joseph Elvinger, notary public residing at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Appears:

"Entreprise Vert 3 S.à r.l.", a company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office in L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll, registered with the Luxembourg trade and companies' register under section B 133 983

The founder is here represented by Régis Galiotto, residing at Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The beforesaid proxy, being initialled "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such parties have requested the notary to draw up the following by-laws of a "société à responsabilité limitée" which it declares to incorporate.

Name - registered office - object - duration

Art. 1. There is hereby formed a "société à responsabilité limitée", private limited liability company, governed by the present articles of incorporation and by current Luxembourg laws, especially the laws of August 10th, 1915 on commercial companies, of September 18th, 1933 and of December 28th, 1992 on "sociétés à responsabilité limitée", as amended, and the present articles of incorporation.

Art. 2. The Company's name is "Baltic Shipyards Holding S.à r.l.".

Art. 3. The Company's purpose is to take participations and interests, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licences, and other property, rights and interest in property as the Company shall deem fit, and generally to hold, manage, develop, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit, and particular for shares or securities of any company purchasing the same, to enter into, assist or participate in financial, commercial and other transactions, and to grant to any holding company, subsidiary, or fellow subsidiary, or any other company associated in any way with the Company, or the said holding company, subsidiary or fellow subsidiary, in which the Company has a direct or indirect financial interest, any assistance, loans, advances or guarantees; to borrow and raise money in any manner and to secure the repayment of any money borrowed, to acquire (in Luxembourg and elsewhere), whether directly or indirectly, any real estate (including but not limited to industrial, commercial, financial and residential real estate), to finance such acquisitions, and also to create, acquire, finance and/or manage any other companies or other legal entities necessary to carry out the objects and also to manage and/or develop any real estate so acquired and finally to perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose, however without taking advantage of the Act of July 31st, 1929, on Holding Companies.

Art. 4. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the management should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the management of the Company.

Art. 5. The Company is constituted for an unlimited duration.

Art. 6. The life of the Company does not come to an end by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholder.

Art. 7. The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any shareholder are neither allowed, in circumstances, to require the sealing of the assets and documents of the Company, nor to interfere in any manner in the administration of the Company. They must for the exercise of their rights refer to financial statements and to the decisions of the meetings.

Capital - shares

Art. 8. The Company's capital is set at EUR 12,500 (twelve thousand five hundred euro), represented by 500 (five hundred) shares of EUR 25 (twenty five) each.

Art. 9. Each share confers an identical voting right at the time of decisions taking.

Art. 10. The shares are freely transferable among the shareholders.

Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless members representing at least three quarter of the corporate capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Otherwise it is referred to the provisions of articles 189 and 190 of the co-ordinate law on trading companies.

The shares are indivisible with regard to the Company, which admit only one owner for each of them.

Management

Art. 11. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of shareholders holding a majority of votes.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the single signature of any member of the board of managers.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In case of plurality of managers, boards of managers will be validly held provided that the majority of managers be present.

In this case, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented.

The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that each participating member of the Board of Managers is able to hear and to be heard by all other participating members whether or not using this technology, and each participating member of the Board of Managers shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by phone.

The powers and remunerations of any managers possibly appointed at a later date in addition to or in the place of the first managers will be determined in the act of nomination.

Art. 12. Any manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as a mandatory he is only responsible for the execution of his mandate.

The company shall indemnify any manager and his heirs, executors and administrators, against expenses, damages, compensation and costs reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a manager of the Company, or, at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement, and only to the extent the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 13. Managers decisions are taken by meeting of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of managers by appointing in writing or by telefax, cable, telegram or telex another manager as his proxy.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the managers' meeting.

In such cases, resolutions or decisions shall be expressly taken, either formulated by writing by circular way, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telecopier, or by phone, teleconferencing or other telecommunications media.

Shareholders decisions

Art. 14. Shareholders decisions are taken by shareholder's meetings.

However, the holding of meeting is not compulsory as long as the shareholders number is less than twenty-five.

In such case, the management can decide that each shareholder shall receive the whole text of each resolution or decisions to be taken, expressly drawn up by writing, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telecopier.

Art. 15. Resolutions are validly adopted when taken by shareholders representing more than half of the capital.

If this quorum is not attained at a first meeting, the shareholders are immediately convened by registered letters to a second meeting.

At this second meeting, decisions will be taken at the majority of voting shareholders whatever majority of capital be represented.

However, decisions concerning an amendment of the articles of association must be taken by a majority vote of shareholders representing the three quarters of the capital.

Every meeting shall be held in Luxembourg or such other place as the managers may from time to time determine.

A sole shareholder exercises alone the powers devolved to the meeting of shareholders by the dispositions of Section XII of the law of August 10th, 1915 on sociétés à responsabilité limitée.

As a consequence thereof, all decisions which exceed the powers of the managers are taken by the sole shareholder.

Financial year - balance sheet

Art. 16. The Company's financial year begins on January 1st and closes on December 31st.

Art. 17. Each year, as of the 31st of December, the management will draw up the balance sheet which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the manager(s) toward the company.

At the same time, the management will prepare a profit and loss account which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the balance sheet.

Art. 18. Each shareholder may inspect at the head office the inventory, the balance sheet and the profit and loss account.

Art. 19. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisation, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year five percent of the net profit will be transferred to the statutory reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued capital but must be resumed till the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, it has been broken into.

The balance is at the disposal of the shareholders.

However, the shareholders may decide, at the majority vote determined by the relevant laws, that the profit, after deduction of the reserve, be either carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Interim dividends

Art. 20. Notwithstanding the provisions of article 19 of the Articles and subject to the prior approval or ratification by the general meeting of partners, the board of managers may decide to pay interim dividends before the end of the current fiscal year, on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution. It being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or the Articles.

Winding-up - liquidation

Art. 21. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remuneration.

When the liquidation of the Company is closed, the assets of the Company will be attributed to the shareholders at the pro-rata of their participation in the share capital of the company.

Applicable law

Art. 22. The laws here above mentioned in article 1st shall apply in so far as these Articles of Incorporation do not provide for the contrary.

Transitory measures

Exceptionally the first financial year shall begin today and end on December 31, 2008.

Subscription - payment

All the 500 (five hundred) shares representing the capital have been entirely subscribed as follows and fully paid up in cash:

Entreprise Vert 3 S.à r.l.	500
	500

Therefore the amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred euro) is as now at the disposal of the Company Baltic Shipyards Holding S.à r.l., proof of which has been duly given to the notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about 1,800.- euro.

General meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1) Is appointed as manager for an undetermined duration

- Mr Frank Przygodda, manager, with professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg;

- Mrs Daniela Weber, manager, with professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg;
- In accordance with article eleven of the by-laws, the company shall be bound by the single signature of any manager.
- 2) The Company shall have its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the above appearing person, the present incorporation deed is worded in English, followed by a German version; on request of the same person and in case of discrepancies between the English and the German text, the English version will prevail.

In faith of which we, the undersigned notary have set hand and seal in Luxembourg-City, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder, said person signed with us, the Notary, the present original deed.

Deutsche Übersetzung des vorhergehenden Textes:

Im Jahr 2008 am 6. November

Vor dem unterzeichneten Notar Joseph Elvinger, mit Sitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

sind erschienen:

"Entreprise Vert 3 S.à r.l.", Gesellschaft gegründet unter der Gesetzgebung Luxembourgs, mit Sitz in L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll, eingetragen im Handelsregister unter Sektion B 133.983.

Der Gründer ist hier vertreten durch Régis Galiotto, wohnhaft in Luxemburg aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht.

Besagte Vollmachten, welche nachdem sie "ne varietur" von dem Bevollmächtigten der erschienenen Personen und dem unterzeichneten Notar unterzeichnet wurden, im Anhang dieser Akte bleiben, um mit dieser zusammen eingetragen zu werden.

Diese erschienenen Parteien, wie oben angegeben vertreten, haben den unterzeichneten Notar beauftragt, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) wie folgt aufzunehmen:

Sitz - Zweck- Dauer

Art. 1. Es wird eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet, die dieser Satzung und den derzeitigen luxemburgischen Gesetzen unterliegt und insbesondere den abgeänderten Gesetzen vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, vom 18. September 1933 und vom 28. Dezember 1992 über Gesellschaften mit beschränkter Haftung sowie die vorliegende Satzung.

Art. 2. Der Name der Gesellschaft ist "Baltic Shipyards Holding S.à r.l."

Art. 3. Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Anteilen und Beteiligungen in jeder Form an kommerziellen, industriellen, finanziellen oder sonstigen luxemburgischen oder ausländischen Unternehmen, der Kauf von jeglichen Wertpapieren und Rechten durch Beteiligung, Einlagen, Zeichnung, Kauf oder Kaufoption, Verhandlung oder auf sonst eine Art sowie der Kauf von Patenten und Lizenzen, oder von sonstigen Eigentümern, Rechten und Interessen, die die Gesellschaft als angemessen erachtet und im Allgemeinen diese zu verwalten, entwickeln, verkaufen oder veräußern, ganz oder teilweise für den Zweck den die Gesellschaft als angemessen erachtet, und insbesondere für Aktien oder Wertpapiere von Unternehmen die diese kaufen, die Beteiligung, die Unterstützung in und von finanziellen, kommerziellen oder sonstigen Transaktionen, und jeder Holding Gesellschaft, Tochtergesellschaft, in der sie ein direktes oder indirektes finanzielles Interesse hat, jegliche Unterstützung, Darlehen, Vorschüsse und Garantien zu geben, Geld zu leihen und zu verleihen, gleich in welcher Art und die Rückzahlung von dem geliehen Geld zu sichern, in Luxemburg oder im Ausland, direkt oder indirekt, jegliche unbeweglichen Güter zu kaufen, diese Käufe zu finanzieren und andere Unternehmen oder Rechtspersonen zu gründen, kaufen, finanzieren und/oder zu verwalten und ebenfalls die so gekauften unbeweglichen Güter zu verwalten und/oder zu entwickeln und schließlich alle Operationen, die direkt oder indirekt zu der Förderung dieser Zweckerfüllung beitragen jedoch ohne das Gesetz vom 31. Juli 1929 über Holding-Gesellschaften zu nutzen.

Art. 4. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt Großherzogtum Luxemburg.

Er kann an jeglichen anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden durch einen Beschluss der außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter, die wie für die Änderung der Satzung beschließt.

Auf Beschluss der Geschäftsführer, kann der Sitz der Gesellschaft innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Sollten nach Erachten der Geschäftsführung außerordentliche Ereignisse eintreten oder bevorstehen, ob politischer, wirtschaftlicher oder gesellschaftlicher Art, die den normalen Tätigkeitsverlauf am Gesellschaftssitz oder die Kommunikation mit dem Gesellschaftssitz oder zwischen dem Gesellschaftssitz und dem Ausland beeinträchtigen, kann die Geschäftsführung den Gesellschaftssitz zeitweilig ins Ausland verlegen und dies bis zum Ende dieser anormalen Umstände. Diese provisorischen Maßnahmen werden die Staatsangehörigkeit der Gesellschaft keineswegs beeinträchtigen. Diese bleibt, trotz der zeitweiligen Verlegung des Gesellschaftssitzes luxemburgischer Staatsangehörigkeit.

Art. 5. Die Gesellschaft wird auf unbefristete Dauer gegründet.

Art. 6. Das Leben der Gesellschaft ist nicht beendet durch den Tod, die Aufhebung der bürgerlichen Rechte, Konkurs oder Insolvenz eines der Gesellschafter.

Art. 7. Die Gläubiger, Vertreter, rechtmäßigen Inhaber und Erben der Gesellschafter dürfen unter keinen Umständen, weder die Beschlagnahme des Eigentums und der Dokumente der Gesellschaft veranlassen, noch können sie in irgendeiner Weise in die Geschäftsführung der Gesellschaft eingreifen. Für die Ausübung ihrer Rechte müssen sie sich auf die Finanzberichte und die Beschlüsse der Versammlungen berufen.

Kapital - Aktien

Art. 8. Das Gesellschaftskapital beläuft sich auf €12.500 (zwölftausendfünfhundert Euro), aufgeteilt auf 500 (fünf hundert) Anteile von jeweils €25 (fünfundzwanzig Euro)

Art. 9. Alle Anteile haben die gleichen Rechte zum Zeitpunkt der Beschlussnahme.

Art. 10. Unter den Gesellschaftern sind die Anteile frei übertragbar.

Die Anteile dürfen nicht "inter vivos" an Nicht-Gesellschafter übertragen werden, es sei denn die Vertreter von wenigstens drei Viertel des Gesellschaftskapitals haben einer Übertragung in der Generalversammlung zugestimmt.

Weiterhin gelten die Bestimmungen von Artikel 189 und 190 des Gesetzes über Handelsgesellschaften.

Die Anteile sind gegenüber der Gesellschaft unteilbar und sie nimmt je Anteil nur einen Inhaber an.

Geschäftsführung

Art. 11. Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern geleitet. Bei mehreren Geschäftsführern bilden diese die Geschäftsführung. Die Geschäftsführer müssen nicht Gesellschafter sein. Die Geschäftsführer können zu jeder Zeit mit oder ohne Grund durch einen Beschluss des/der Gesellschafter widerrufen werden.

In dem Umgang mit Dritten werden die Geschäftsführer alle Befugnisse haben um im Namen der Gesellschaft zu handeln und Operationen in Einklang mit dem Gesellschaftszweck und unter Beachtung der Bestimmungen dieser Satzung durchzuführen.

Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder diese Satzung der Generalversammlung der Gesellschafter vorbehalten sind, unterliegen der Kompetenz des alleinigen Geschäftsführers oder der Geschäftsführung.

Die Gesellschaft ist durch die Einzelunterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder, bei mehreren Geschäftsführern, durch die Einzelunterschrift eines Geschäftsführers gebunden.

Der alleinige Geschäftsführer oder, im Falle von mehreren Geschäftsführern, zwei Geschäftsführer (kann seine) können ihre Befugnisse für besondere Aufgaben an einen oder mehrere ad hoc Beauftragte übertragen.

Der alleinige Geschäftsführer oder, im Falle von mehreren Geschäftsführern, zwei Geschäftsführer (kann) können die Zuständigkeiten und Entlohnung (falls zutreffend) dieses Beauftragten bestimmen, sowie die Dauer seines Mandats oder sonstige zutreffenden Bedingungen davon.

Im Falle von mehreren Geschäftsführern, werden die Sitzungen der Geschäftsführung gültig abgehalten, wenn eine Mehrheit der Geschäftsführer anwesend ist.

In diesem Fall werden die Beschlüsse der Geschäftsführung durch die Mehrzahl der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer angenommen.

Die Benutzung von Videokonferenzeinrichtungen und Telefonkonferenzen sind zugelassen, wenn jeder teilnehmende Geschäftsführer in der Lage ist, alle teilnehmenden Geschäftsführer zu hören und von diesen gehört zu werden, gleich ob sie diese Technologie benutzen oder nicht und jeder teilnehmende Geschäftsführer gilt als anwesend und ist dazu ermächtigt, per Video oder Telefon abzustimmen.

Die Befugnisse und Entlohnungen der Geschäftsführer, die an einem späteren Datum zusätzlich oder an Stelle der ersten Geschäftsführer ernannt werden, werden in der Ernennungsurkunde bestimmt.

Art. 12. Keiner der Geschäftsführer übernimmt in seiner Funktion eine persönliche Haftung betreffend seine Verpflichtungen im Namen der Gesellschaft. Als Beauftragter ist er lediglich zuständig für die Ausübung seines Mandats.

Die Gesellschaft wird alle Geschäftsführer und ihre Erben, Beauftragten unbeschädigt halten von allen Ausgaben, Schäden, Ausgleichen und Kosten, die auf vernünftige Weise in Verbindung mit einer Handlung, einem Verfahren entstehen, in denen sie eine Partei sein können aufgrund ihrer Funktion als Geschäftsführer der Gesellschaft oder, auf Anfrage der Gesellschaft oder einer anderen Gesellschaft in der die Gesellschaft Aktien hält oder Gläubiger ist und durch die er keine Entschädigung erhält außer in Verbindung mit Angelegenheiten in denen er schließlich wegen grober Fahrlässigkeit oder schwerwiegendem Verfehlen verurteilt wird. Im Falle einer Regelung erfolgt die Entschädigung lediglich, wenn die Gesellschaft von ihren Rechtsbeiständen in Kenntnis gesetzt wird, dass die zu entschädigende Person ihre Verpflichtungen nicht verletzt hat. Das vorliegende Recht auf Entschädigung schließt die anderen Anrechte dieser Person nicht aus.

Art. 13. Die Beschlüsse der Geschäftsführung werden in dessen Sitzungen gefasst.

Jeder Geschäftsführer kann in einer Sitzung der Geschäftsführung vertreten sein durch einen von ihm per Fax, Telegramm oder Telex bezeichnetes anderes Mitglied.

Ein schriftlicher Beschluss, der von allen Geschäftsführern unterzeichnet ist, ist richtig und gültig als wäre er bei der Sitzung der Geschäftsführung angenommen worden. Ein solcher Beschluss wird ausdrücklich per Rundschreiben, per Brief, elektronische Post, Telefon, Telekonferenz oder Telekommunikationsmittel getroffen.

Beschlüsse der Gesellschafter

Art. 14. Gesellschafterbeschlüsse werden auf der Generalversammlung der Gesellschafter getroffen.

Die Einberufung dieser Versammlung ist nicht erforderlich solange es weniger als fünfundzwanzig Gesellschafter gibt.

In diesem Fall kann die Geschäftsführung beschließen, jedem Gesellschafter den vollständigen Text der Beschlüsse zuzuschicken, dies in schriftlicher Form und per Brief, elektronischer Post oder Telefax.

Art. 15. Beschlüsse werden gültig angenommen sofern Gesellschafter, die mehr als die Hälfte des Kapitals vertreten, dafür gestimmt haben.

Wenn dieses Quorum bei der ersten Versammlung nicht erreicht ist, werden die Gesellschafter sofort per Einschreiben zu einer zweiten Versammlung einberufen.

Auf dieser zweiten Versammlung werden die Beschlüsse durch die Mehrheit des vertretenen Kapitals gefasst.

Beschlüsse für die Änderung der Satzung müssen durch eine Mehrheitsabstimmung der Gesellschafter getroffen werden, die wenigstens drei Viertel des Kapitals darstellen.

Jede Versammlung findet in Luxemburg statt oder an einem Ort, der von den Geschäftsführern beschlossen wird.

Geschäftsjahr- Bilanz

Art. 16. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 17. Jedes Jahr, am 31. Dezember, erstellt die Geschäftsführung eine Bilanz mit der Angabe der Wirtschaftsgüter der Gesellschaft sowie der Guthaben und Schulden zusammen mit einer Zusammenfassung der Verpflichtungen und der Schulden der Geschäftsführer gegenüber der Gesellschaft.

Gleichzeitig erstellt die Geschäftsführung eine Gewinn- und Verlustrechnung, die der Generalversammlung zusammen mit der Bilanz zur Zustimmung unterbreitet wird.

Art. 18. Jeder Gesellschafter kann dieses Inventar und die Bilanz am Sitz der Gesellschaft einsehen.

Art. 19. Die Erträge eines Geschäftsjahres, nach Abzug der Allgemein- und Betriebskosten, Aufwendungen und Abschreibungen, stellen den Nettogewinn der Gesellschaft für dieses Geschäftsjahr dar.

Von dem so berechneten Nettogewinn werden jedes Jahr fünf Prozent abgezogen und der gesetzlichen Rücklage zugeführt.

Dieser Abzug ist nicht mehr erforderlich, sobald der Betrag der gesetzlichen Rücklage ein Zehntel des Nennkapitals der Gesellschaft erreicht hat. Die Rücklage muss wieder aufgenommen werden, wenn dies nicht mehr der Fall ist, gleich aus welchem Grunde.

Der Saldo steht der Gesellschaft frei zur Verfügung.

Die Geschäftsführer können jedoch, mit der Mehrheit der Stimmen und in Einklang mit der geltenden Gesetzgebung, beschließen, diesen Saldo vorzutragen oder einer außerordentlichen Rücklage zuzuführen.

Zwischendividende

Art. 20. Ungeachtet der Rücklagen aus Artikel 19 der Satzungen und mit vorheriger Genehmigung oder Bestätigung der Generalversammlung kann die Geschäftsführung entscheiden, Zwischendividenden vor Ende des laufenden Geschäftsjahres auszuzahlen, auf Basis eines Zwischenabschlusses, der aufweist, dass genügend Finanzmittel für die Ausschüttung zur Verfügung stehen. Der auszuschüttende Betrag darf nicht grösser sein als die realisierten Gewinne des letzten Geschäftsjahres, vermehrt um den Gewinnvortrag und die ausschüttbaren Rücklagen und vermindert um den Verlustvortrag sowie die Beträge, die laut Gesetz oder Satzung der Rücklage zuzurechnen sind.

Auflösung

Art. 21. Die Auflösung wird von einem oder mehreren Liquidatoren vorgenommen, welche nicht Gesellschafter zu sein brauchen, die von den Gesellschaftern ernannt sind, die auch deren Befugnisse und Entlohnung bestimmen.

Nach Abschluss der Auflösung der Gesellschaft wird das Guthaben der Gesellschaft an die Gesellschafter, im Verhältnis ihrer Beteiligung am Kapital der Gesellschaft, verteilt.

Geltende Gesetzgebung

Art. 22. Es wird Bezug genommen auf die im ersten Artikel angeführten Gesetzesbestimmungen sofern diese nicht ausdrücklich durch diese Satzung aufgehoben sind.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2008.

Zeichnung - Zahlung

Alle Anteile wurden vollständig und wie folgt eingezahlt:

Entreprise Vert 3 S.à r.l.	500
	<u>500</u>

Der Betrag von €12.500 (zwölf tausend fünf hundert euro) entsprechend dem Gesellschaftskapital steht der Gesellschaft Baltic Shipyards Holding S.à r.l. ab sofort zur Verfügung, wie dies dem Notar belegt wurde.

Kostenschätzung

Die Kosten, Ausgaben, Gebühren und Lasten gleich welcher Art, die Gesellschaft in Verbindung mit ihrer Gründung tragen oder bezahlen muss, wurden auf 1.800,- Euro geschätzt.

Generalversammlung

Sofort nach der Gründung der Gesellschaft, haben die oben bezeichneten Personen, die Gesamtheit des gezeichneten Kapitals darstellen und die der Sitzung erteilten Befugnisse ausüben, folgende Beschlüsse getroffen:

Als Geschäftsführer der Gesellschaft auf unbestimmte Dauer wurden ernannt:

- Herr Frank Przygodda, Manager, mit beruflicher Adresse 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxemburg,
- Frau Daniela Weber, Manager, mit beruflicher Adresse 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxemburg,

In Einklang mit Artikel 11 dieser Satzung, ist die Gesellschaft durch die Einzelunterschrift eines Geschäftsführers gebunden.

Die Gesellschaft wird ihren Sitz in 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxemburg haben.

Der unterzeichnete Notar, der Englisch spricht und versteht, bestätigt hiermit dass auf Anfrage der oben erschienenen Partei, dieser Akt auf Englisch verfasst wurde und von der deutschen Übersetzung gefolgt ist. Auf Anfrage der gleichen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Zur Beurkundung dessen, dieser Akt aufgenommen wurde in Luxemburg, Datum wie Eingangs.

Nach Vorlesung dieses Dokuments, hat die erschienene Person dieses zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Signé: R. GALIOTTO, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 12 novembre 2008, Relation: LAC/2008/45398. — Reçu à 0,5 %: soixante deux euros cinquante cents (62,50 €).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 novembre 2008.

Joseph ELVINGER.

Référence de publication: 2008152619/211/366.

(080179800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2008.

TECH Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 100.580.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 décembre 2008.

Doeke van der Molen

Gérant

Référence de publication: 2008153396/710/15.

Enregistré à Luxembourg, le 4 décembre 2008, réf. LSO-CX02341. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080180783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2008.

Soldevco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 143.220.

STATUTES

In the year two thousand and eight, on the eighteenth of November.

Before Us, the undersigned Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster (Grand Duchy of Luxembourg).

APPEARED:

1.- ZHT HOLDING S.A., a public limited company incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 16, Val Ste. Croix, L-1370 Luxembourg, registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg under the number B 29.784,

2.- MVK TREUHAND GMBH, a limited liability company incorporated and existing under the laws of the Federal Republic of Germany, having its registered office at Charlottenstrasse, 75, D-40210 Düsseldorf, registered with the Register of Companies of Düsseldorf, section B, under the number HRB 57615.

Both are here duly represented by Mr Alain THILL, private employee, residing professionally at L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg, by virtue of two proxies given under private seal.

The prenamed proxies initialled "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary will remain annexed to the present deed, to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, represented as said before, request the officiating notary to enact the incorporation of a public limited company, ("Aktiengesellschaft"), as follows:

Name - Registered office - Duration - Object - Capital

Art. 1. Between the above-mentioned persons and all those who might become owners of the shares created hereafter, is herewith formed a public limited company, ("Aktiengesellschaft"), under the name of SOLDEVCO S.A.

Art. 2. The registered office is established in Luxembourg.

By a simple decision of the board of directors, branches, subsidiaries, agencies or administrative offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg as well as in foreign countries.

Without any prejudice of the general rules of law governing the termination of contracts, in case the registered office of the company has been determined by contract with third parties, the registered offices may be transferred to any other place within the municipality of the registered office, by a simple decision of the board of directors.

The registered office may be transferred to any other municipality of the Grand Duchy of Luxembourg by a decision of the shareholders meeting.

Art. 3. The duration of the company is unlimited.

Art. 4. The purpose of the company is all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, to the administration, the management, the control and the development of these participating interests, in particular relating to the development of solar energies and all related undertakings, including, but not limited to, the construction of solar energy plants.

It may use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, to acquire by way of investment, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever securities and patents, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents, grant to the companies in which it has participating interests any support, loans, advances or guarantees.

Within the limits of its activity, the company can grant mortgage, contract loans, with or without guarantee, and stand security for other persons or companies, within the limits of the concerning legal dispositions.

The company may also undertake any commercial, industrial and financial transactions, which it might deem useful for the accomplishment of its purpose.

The company may engage in any transactions involving immovable and movable property.

The company may acquire, transfer and manage any real estate of whatever kind in whatever country or location.

The company may further engage and execute any operations which pertain directly or indirectly to the management and the ownership of real estate.

The corporation may moreover carry out any commercial, industrial or financial operations, in respect of either moveable or immoveable property, that it may deem of use in the accomplishment of its object.

Art. 5. The subscribed capital of the company is fixed at sixty thousand Euro (60,000.- EUR), divided into sixty thousand (60,000) shares with a par value of one Euro (1.- EUR) each.

The shares are in registered or bearer form, at the option of the shareholders, subject to the restriction foreseen by law.

The company may, to the extent and under the terms permitted by law, redeem its own shares.

The subscribed capital of the company may be increased or reduced by a decision of the general meeting of shareholders, voting with the same quorum as for the amendment of the articles of incorporation.

Board of directors and statutory auditors

Art. 6. The company is administered by a board of not less than three members, shareholders or not, who are elected for a term which may not exceed six years by the general meeting of shareholders and who can be dismissed at any time by the general meeting.

If the post of a director elected by the general meeting becomes vacant, the remaining directors thus elected, may provisionally fill the vacancy.

In this case, the next general meeting will proceed to the final election.

Art. 7. The board of directors chooses among its members a chairman.

If the chairman is unable to be present, his place will be taken by one of the directors present at the meeting designated to that effect by the board.

The meetings of the board of directors are convened by the chairman or by any two directors.

The board can only validly debate and take decisions if the majority of its members is present or represented; proxies between directors being permitted, with the restriction that a director can only represent one of his colleagues.

The directors may cast their vote on the points of the agenda by letter, telegram, fax or e-mail, confirmed by letter.

Written resolutions, approved and signed by all directors, shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings.

Art. 8. Decisions of the board of directors are taken by an absolute majority of the votes cast.

In case of an equality of votes, the chairman has a casting vote.

Art. 9. The minutes of the meetings of the board of directors shall be signed by all the directors having assisted at the debates.

Copies or extracts shall be certified conform by one director or by a proxy.

Art. 10. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of management and disposition in the company's interest within the limits of the company's purpose.

All powers not expressly reserved to the general shareholders' meeting by the law of August 10th, 1915, as subsequently modified, or by the present articles of incorporation of the company, fall within the competence of the board of directors.

Art. 11. The board of directors may delegate all or part of its powers concerning the daily management to members of the board or to third persons, who need not be shareholders of the company.

The delegation to a member of the board is subject to a previous authorization of the general meeting of shareholders.

Art. 12. The company will be validly bound by the joint signatures of one category A director and one category B director, or by the sole signature of the delegate of the board of directors.

Art. 13. The company is supervised by one or several statutory auditors, shareholders or not, who are appointed by the general meeting, which determines their number and their remuneration; they can be dismissed at any time.

The term of the mandate of the statutory auditor(s) is fixed by the general meeting of shareholders for a period not exceeding six years.

General meeting

Art. 14. The general meeting represents the whole body of shareholders.

It has the most extensive powers to carry out or ratify the acts concerning the company.

Its resolutions are binding even for the shareholders who are not represented, vote against or abstain from voting.

The convening notices are made in the form and delays prescribed by law.

Art. 15. The annual General Meeting is held on the 1st Friday of June at 2.00 p.m. at the Company's Head Office, or at any other place to be specified in the convening notices.

If such day is a holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

Art. 16. The board of directors or the auditor(s) may convene an extraordinary general meeting.

It must be convened at the written request of shareholders representing 20% percent of the company's share capital.

Art. 17. Each share entitles to the casting of one vote.

The company will recognize only one holder for each share; in case a share is held by more than one person, the company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as sole owner in relation to the company.

Business year - Distribution of profits

Art. 18. The business year begins on January 1st and ends on December 31st of each year.

The board of directors draws up the annual accounts according to the legal requirements.

It submits these documents with a report of the company's activities to the statutory auditor(s) at least one month before the statutory general meeting.

Art. 19. At least 5% percent of the net profit of the financial year have to be allocated to the legal reserve fund; such contribution will cease to be compulsory when the reserve fund reaches 10% percent of the subscribed capital.

The remaining balance of the net profit is at the disposal of the general meeting.

Advances on dividends may be paid by the board of directors in compliance with the legal requirements.

The general meeting can decide to assign profits and distributable reserves to the amortization of the capital, without reducing the corporate capital.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. The company may be dissolved by a decision of the general meeting voting with the same quorum as for the amendment of the articles of incorporation.

Should the company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, legal or physical persons, appointed by the general meeting which will specify their powers and remunerations.

General dispositions

Art. 21. For any points, not covered by the present articles of incorporation, the parties refer to the provisions of the law of August 10th, 1915 and of the modifying Acts.

Transitory dispositions

- 1.- The first financial year begins on the date of incorporation of the company and ends on December 31st, 2008.
- 2.- The first annual general meeting shall be held in 2009.

Subscription and Payment

The shares have been subscribed to as follows:

1.- ZHT HOLDING S.A., prenamed, forty thousand shares;	40,000
2.- MVK TREUHAND GMBH, prenamed, twenty thousand shares;	<u>20,000</u>
Total: sixty thousand shares;	60,000

All these shares have been fully paid up in cash, and therefore the amount of sixty thousand Euros (60,000.- EUR) is as now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed in art. 26 of the law on commercial companies of August 10th, 1915 as subsequently amended have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Estimation of costs

The amount of the expenses, for which the company is liable as a result of its formation, is approximately fixed at one thousand six hundred and fifty Euro.

Extraordinary General Meeting

The above named parties, representing the whole of the subscribed capital, considering themselves to be duly convened, have proceeded with an Extraordinary General Meeting and after having stated that it was regularly constituted they have passed the following resolutions by unanimous vote:

- 1.- The number of Directors is fixed at three and that of the Auditors at one.
- 2.- The following have been appointed as Directors:
 - Mr Michael Victor KAMP, company director, born in Berlin, Germany, on June 12, 1948, having his professional address at Kasernenstrasse, 27, D-40213 Düsseldorf, category A director;
 - Mr Charles ALTWIES, chartered accountant, born in Luxembourg on February 3, 1969, having his professional address at 121, avenue de la Faiënerie, L-1511 Luxembourg, category B director;
 - Mr Alain HEINZ, chartered accountant, born in Forbach, France, on May 17, 1968, having his professional address at 121, avenue de la Faiënerie, L-1511 Luxembourg, category B director.
- 3.- The following has been appointed as Statutory Auditor:

The limited liability company READ S.à r.l., having its registered office at 3A, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg number B 45.083.

- 4.- The company's registered office shall be in L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiënerie.
- 5.- The mandates of the Directors and the Statutory Auditor will expire at the general annual meeting in the year 2014.

Statement

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a German version; on request of the appearing person and in case of divergences between the English and the German version, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, acting as said before, known to the notary, by surname, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with Us, the notary, the present original deed.

Es folgt die deutsche Fassung des vorangegangenen Textes:

Im Jahre zwei tausend acht, den achtzehnten November.

Vor dem unterzeichneten Maître Jean SECKLER, Notar mit dem Amtssitz in Junglinster (Großherzogtum Luxemburg).

SIND ERSCIENEN:

1.- ZHT HOLDING S.A., eine luxemburgische Aktiengesellschaft mit Sitz in 16, Val Ste. Croix, L-1370 Luxemburg, eingeschrieben beim Handels- und Firmenregister Luxemburg, unter der Nummer B 29.784,

2.- MVK TREUHAND GMBH, eine deutsche Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit Sitz in Charlottenstrasse, 75, D-40210 Düsseldorf, eingeschrieben beim Handelsregister des Amtsgerichts Düsseldorf unter der Nummer HRB 57615.

Beide sind hier rechtmäßig vertreten durch Herrn Alain THILL, Privatbeamter, beruflich wohnhaft in L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg, aufgrund von zwei ihm erteilten Vollmachten unter Privatschrift.

Welche Vollmachten von dem Erschienenen und dem amtierenden Notar ne varietur unterschrieben, bleiben der gegenwärtigen Urkunde beigegeben, um mit derselben zur Einregistrierung zu gelangen.

Welche Komparenten, vertreten wie hiervor erwähnt, den amtierenden Notar ersuchen, die Gründung einer Aktiengesellschaft wie folgt zu beurkunden.

Bezeichnung - Sitz - Dauer - Gesellschaftszweck - Kapital

Art. 1. Zwischen den Vertragsparteien und allen Personen, welche später Aktionäre der Gesellschaft werden, wird hiermit eine Aktiengesellschaft unter der Bezeichnung SOLDEVCO S.A. gegründet.

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können Niederlassungen, Filialen, Agenturen oder Büros sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden.

Unbeschadet der Regeln des allgemeinen Rechtes betreffend die Kündigung von Verträgen, falls der Gesellschaftssitz auf Grund eines Vertrages mit Drittpersonen festgesetzt wurde, kann, durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates, der Sitz der Gesellschaft an jede andere Adresse innerhalb der Gemeinde Luxemburg verlegt werden.

Der Gesellschaftssitz kann durch Beschluss der Generalversammlung an jeden beliebigen Ort im Grossherzogtum verlegt werden.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist unbeschränkt.

Art. 4. Gegenstand der Gesellschaft sind alle Handlungen, die in direktem oder indirektem Zusammenhang mit der Beteiligungnahme in jeglicher Form in irgendwelchen Gesellschaften, mit der Verwaltung, dem Management, der Kontrolle und der Entwicklung dieser Beteiligungen stehen, insbesondere Beteiligungen, die mit der Entwicklung von Solarenergien und jeglichen damit verbundenen Tätigkeiten in Zusammenhang stehen, welche auch die Errichtung von Solarenergieanlagen beinhalten kann.

Sie kann ihre Gelder verwenden zur Gründung, Verwaltung, Entwicklung und Verwertung eines Portfolios aus jeglichen Sicherheiten und Patenten jeder Herkunft, zur Beteiligung an Gründung, Entwicklung und Kontrolle jeglicher Unternehmen, zum Erwerb durch Einbringung, Zeichnung, Übernahme oder Kaufoption oder anderweitig von jeglichen Sicherheiten und Patenten, deren Veräußerung durch Verkauf, Abtretung, Tausch oder sonst wie, sowie zur Gewährung von Unterstützung, Darlehen, Vorschüssen oder Garantien an die Unternehmen, an denen sie beteiligt ist.

Im Rahmen ihrer Tätigkeit kann die Gesellschaft in Hypothekeneintragungen einwilligen, Darlehen aufnehmen, mit oder ohne Garantie, und für andere Personen oder Gesellschaften Bürgschaften leisten, unter Vorbehalt der diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen.

Die Gesellschaft kann alle Handels-, Industrie-, Mobiliar- und Immobiliargeschäfte, die sich direkt oder indirekt auf vorgenannte Geschäfte beziehen oder die deren Verwirklichung erleichtern können.

Die Gesellschaft ist berechtigt, Transaktionen im Zusammenhang mit beweglichem und unbeweglichem Vermögen vorzunehmen.

Die Gesellschaft kann in jedem Land und an jedem Ort Immobilien aller Art ankaufen, verkaufen und verwalten.

Die Gesellschaft kann weiterhin jedwede Handlung, welche direkt oder indirekt im Zusammenhang mit der Verwaltung oder dem Eigentum von Immobilien stehen vornehmen und ausführen.

Die Gesellschaft ist berechtigt, kommerzielle, industrielle oder finanzielle Handlungen im Zusammenhang mit beweglichem oder unbeweglichem Vermögen vorzunehmen, soweit sie diese Handlungen für die Erreichung ihres Gesellschaftszwecks für nötig erachtet.

Art. 5. Das gezeichnete Aktienkapital der Gesellschaft beträgt sechzig tausend Euro (60.000,- EUR), eingeteilt in sechzig tausend (60.000) Aktien mit einem Nominalwert von je einem Euro (1,- EUR).

Die Aktien lauten auf den Namen oder den Inhaber, nach Wahl der Aktionäre, mit Ausnahme der Aktien, für welche das Gesetz die Form von Namensaktien vorschreibt.

Die Gesellschaft kann, im Rahmen des Gesetzes und gemäß den darin festgelegten Bedingungen, ihre eigenen Aktien erwerben.

Das gezeichnete Aktienkapital der Gesellschaft kann erhöht oder reduziert werden, durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre, welcher unter den gleichen Bedingungen wie bei Satzungsänderungen zu fassen ist.

Verwaltung - Überwachung

Art. 6. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht, die keine Aktionäre sein müssen, welche von der Generalversammlung für eine Dauer ernannt werden, die sechs Jahre nicht überschreiten darf. Sie können von der Generalversammlung jederzeit abberufen werden.

Wird die Stelle eines von der Generalversammlung bestellten Verwaltungsratsmitgliedes frei, können die so ernannten verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder, das frei gewordene Amt vorläufig besetzen.

In diesem Fall erfolgt die endgültige Wahl durch die nächste Generalversammlung.

Art. 7. Der Verwaltungsrat wählt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden.

Im Falle der Verhinderung des Vorsitzenden übernimmt das vom Verwaltungsrat bestimmte Mitglied dessen Aufgabe.

Der Verwaltungsrat wird vom Vorsitzenden oder auf Antrag von zwei Verwaltungsratsmitgliedern einberufen.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist; Vollmachten unter Verwaltungsratsmitgliedern sind erlaubt, wobei ein Verwaltungsratsmitglied jeweils nur einen Kollegen vertreten kann.

Die Verwaltungsratsmitglieder können ihre Stimme per Brief, Fernschreiben, Telefax oder E-Mail abgeben, welche schriftlich bestätigt werden müssen.

Ein schriftlich gefasster Beschluss, der von allen Verwaltungsratsmitgliedern genehmigt und unterschrieben ist, ist genauso rechtswirksam wie ein anlässlich einer Verwaltungsratsitzung gefasster Beschluss.

Art. 8. Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit absoluter Stimmenmehrheit getroffen.

Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Art. 9. Die Protokolle der Sitzungen des Verwaltungsrates werden von den in den Sitzungen anwesenden Mitgliedern unterschrieben.

Die Beglaubigung von Abzügen oder Auszügen erfolgt durch ein Verwaltungsratsmitglied oder durch einen Bevollmächtigten.

Art. 10. Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse, um im Interesse der Gesellschaft, alle Angelegenheiten zu führen und die Gesellschaft im Rahmen des Gesellschaftszweckes zu verwalten.

Alle Befugnisse, welche nicht durch das Gesetz vom 10. August 1915, sowie durch die späteren Änderungen, oder durch die vorliegenden Satzungen der Generalversammlung vorbehalten ist, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrates.

Art. 11. Der Verwaltungsrat kann seinen Mitgliedern oder Dritten, welche nicht Aktionäre zu sein brauchen, die Gesamtheit oder einen Teil seiner Befugnisse zur täglichen Geschäftsführung übertragen.

Die Übertragung an ein Mitglied des Verwaltungsrates bedarf der vorherigen Ermächtigung durch die Generalversammlung.

Art. 12. Die Gesellschaft wird durch die Kollektivunterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern, jeweils einem Verwaltungsratsmitglied der Kategorie A und einem Verwaltungsratsmitglied der Kategorie B, oder durch die alleinige Unterschrift des Delegierten des Verwaltungsrates rechtsgültig verpflichtet.

Art. 13. Die Tätigkeit der Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Kommissare, welche nicht Aktionäre sein müssen, überwacht, welche von der Generalversammlung, die ihre Zahl und ihre Vergütung festlegt, ernannt werden; sie können beliebig abberufen werden.

Die Amtszeit der Kommissare wird von der Generalversammlung festgelegt, welche die Dauer von 6 Jahren nicht überschreiten kann.

Generalversammlung

Art. 14. Die Generalversammlung vertritt alle Aktionäre.

Sie hat die weitestgehenden Vollmachten, um über die Angelegenheiten der Gesellschaft zu befinden.

Ihre Beschlüsse sind bindend für die Aktionäre welche nicht vertreten sind, dagegen stimmen oder sich enthalten.

Die Einberufung der Generalversammlung erfolgt gemäss den Bestimmungen des Gesetzes.

Art. 15. Die jährliche Generalversammlung findet rechtens statt am 1. Freitag des Monats Juni um 14.00 Uhr, am Gesellschaftssitz oder an einem anderen, in der Einberufung angegebenen Ort.

Falls der vorgenannte Tag ein Feiertag ist, findet die Versammlung am ersten nachfolgenden Arbeitstag statt.

Art. 16. Der Verwaltungsrat oder der oder die Kommissare können eine außerordentliche Generalversammlung einberufen.

Sie muss einberufen werden, falls Aktionäre, die mindestens 20% des Gesellschaftskapitals vertreten, einen derartigen Antrag stellen.

Art. 17. Jede Aktie gibt ein Stimmrecht von einer Stimme.

Die Gesellschaft wird nur einen Träger pro Aktie anerkennen; für den Fall, wo eine Aktie mehreren Personen gehört, hat die Gesellschaft das Recht, die Ausübung aller Verfügungsrechte, welche dieser Aktie anhaften, zu suspendieren, und zwar solange bis der Gesellschaft gegenüber ein einziger Eigentümer ernannt wird.

Geschäftsjahr - Gewinnverteilung

Art. 18. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember jeden Jahres.

Der Verwaltungsrat erstellt den Jahresabschluss, wie gesetzlich vorgeschrieben.

Er legt diesen, mit einem Bericht über die Geschäfte der Gesellschaft, spätestens einen Monat vor der Jahresgeneralversammlung, dem (den) Kommissar(en) zur Einsicht, vor.

Art. 19. Vom Nettogewinn des Geschäftsjahres sind mindestens 5% für die Bildung einer gesetzlichen Rücklage zu verwenden; diese Verpflichtung wird aufgehoben, wenn die gesetzliche Rücklage 10% des Gesellschaftskapitals erreicht hat.

Der Saldo steht zur freien Verfügung der Generalversammlung.

Unter Beachtung der diesbezüglichen gesetzlichen Vorschriften kann der Verwaltungsrat Vorschussdividenden zahlen.

Die Generalversammlung kann beschließen Gewinne und ausschüttungsfähige Rücklagen zur Kapitaltilgung zu benutzen, ohne Durchführung einer Kapitalherabsetzung.

Auflösung - Liquidation

Art. 20. Die Gesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung aufgelöst werden, welcher unter den gleichen Bedingungen gefasst werden muss wie bei Satzungsänderungen.

Im Falle der Auflösung der Gesellschaft, wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidationsverwalter, natürliche oder juristische Personen, durchgeführt, welche von der Generalversammlung, die ihre Aufgaben und Vergütungen festlegt, ernannt werden.

Allgemeine Bestimmungen

Art. 21. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915, sowie auf die späteren Änderungen.

Übergangsbestimmungen

1.- Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2008.

2.- Die erste Generalversammlung findet im Jahr 2009 statt.

Zeichnung und Einzahlung der Aktien

Die Aktien wurden wie folgt gezeichnet:

1.- ZHT HOLDING S.A., vorgenannt, vierzig tausend Aktien;	40.000
2.- MVK TREUHAND GMBH, vorgenannt, zwanzig tausend Aktien;	20.000
Total: sechzig tausend Aktien;	60.000

Alle vorgenannten Aktien wurden voll und ganz eingezahlt, so dass ab sofort der Gesellschaft ein Kapital von sechzig tausend Euro (60.000,- EUR) zur Verfügung steht, was dem amtierenden Notar ausdrücklich nachgewiesen wurde.

Bescheinigung

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Schätzung der Gründungskosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, welche der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehen, beläuft sich auf ungefähr ein tausend sechs hundert fünfzig Euro.

Ausserordentliche Generalversammlung

Sodann haben die eingangs erwähnten Parteien, die das gesamte Aktienkapital vertreten, sich zu einer ausserordentlichen Generalversammlung der Aktionäre, zu der sie sich als ordentlich einberufen betrachten, zusammen gefunden und einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

1.- Die Zahl der Mitglieder des Verwaltungsrates wird auf drei, und die der Kommissare auf einen festgesetzt.

2.- Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:

- Herr Michael Victor KAMP, Geschäftsführer, geboren in Berlin, Deutschland, am 12. Juni 1948, geschäftsansässig in Kasernenstrasse, 27, D-40213 Düsseldorf, Verwaltungsratsmitglied der Kategorie A;

- Herr Charles ALTWIES, geprüfter Buchhalter, geboren in Luxembourg am 3. Februar, 1969, geschäftsansässig in 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Verwaltungsratsmitglied der Kategorie B;

- Herr Alain HEINZ, geprüfter Buchhalter, geboren in Forbach, Frankreich, am 17. Mai, 1968, geschäftsansässig in 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Verwaltungsratsmitglied der Kategorie B.

3.- Zum Kommissar wird ernannt:

Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung READ S.à r.l., mit Gesellschaftssitz in 3A, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, H.G.R. Luxembourg Nummer B 45.083.

4.- Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

5.- Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder und des Kommissars enden sofort nach der jährlichen Generalversammlung von 2014.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar, der die englische Sprache spricht und versteht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde in englischer Sprache ausgefertigt wird, gefolgt von einer deutschen Fassung; auf Antrag des Komparenten und im Fall von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung massgebend.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Junglinster, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Komparenten, namens handelnd wie hiavor erwähnt, dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit Uns, dem Notar, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: THILL; J. SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 27 novembre 2008. Relation GRE/2008/4726. Reçu trois cents euros (0,50% = 300,- €).

Le Receveur (signé): G. SCHLINK

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, den 3. Dezember 2008.

Jean SECKLER.

Référence de publication: 2008151709/231/352.

(080179137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2008.

Fiparmo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 28, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 70.642.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2008151574/657/14.

Enregistré à Luxembourg, le 21 novembre 2008, réf. LSO-CW07110. - Reçu 28,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080178582) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

Nubira S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 28, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 61.954.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A.
Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2008151575/657/14.

Enregistré à Luxembourg, le 21 novembre 2008, réf. LSO-CW07117. - Reçu 28,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080178586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

Lorken & West S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-2611 Luxembourg, 51, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 142.093.

EXTRAIT

Il résulte d'une réunion d'une assemblée générale ordinaire de la Société qui s'est tenue en date du 29 octobre 2008 à 10 heures 30 minutes que:

1. - M. Serge Vanhaverbeke, administrateur de société, demeurant à 11, Bornhemplein, B-2880 Bomem; été révoqué de sa fonction d'administrateur unique de la Société avec effet immédiat.
2. - M. Stephan Maurice Vanhaverbeke, administrateur de société, demeurant à 30, Panhuisstraat, B-9070 Destelbergen; été nommé comme nouveau administrateur unique de la Société avec effet immédiat pour une durée de six ans.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 novembre 2008.

Pour la Société
Signature

Référence de publication: 2008152825/6407/21.

Enregistré à Luxembourg, le 2 décembre 2008, réf. LSO-CX01150. - Reçu 89,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080179850) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2008.

Diffusion de Saedeleer S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 28, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 59.943.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A.
Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg
Signatures

Référence de publication: 2008151573/657/14.

Enregistré à Luxembourg, le 21 novembre 2008, réf. LSO-CW07097. - Reçu 28,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080178578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.

Fiaccom, Société Anonyme.

Siège social: L-1215 Luxembourg, 32, rue de la Barrière.

R.C.S. Luxembourg B 86.307.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 05.11.2008 accepte la démission de Monsieur Frans VAN HOOFF en tant qu'administrateur.

L'Assemblée Générale Extraordinaire décide de nommer comme nouvel administrateur:

- Madame Michèle KERGEN, demeurant professionnellement au 7a, z.a. «Am Brill» L-3961 Ehlange-sur-Mess avec effet à partir de l'assemblée générale extraordinaire et ceci jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2014.

L'Assemblée Générale Extraordinaire décide de renouveler les mandats de:

- Monsieur Jean-Paul KIEFFER, demeurant professionnellement au 7a, z.a. «Am Brill», L-3961 Ehlange-sur-Mess en tant qu'administrateur

- Monsieur Marc KOPPE, demeurant professionnellement au 7a, z.a. «Am Brill», L-3961 Ehlange-sur-Mess en tant qu'administrateur-délégué

et ceci jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2014.

Pour FIACCOM s.a.

Marc KOPPE

Administrateur-délégué

Référence de publication: 2008152820/1113/23.

Enregistré à Luxembourg, le 13 novembre 2008, réf. LSO-CW04295. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080179957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2008.

Mevaco, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 117.763.

Le bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CAPELLEN, le 04/12/2008.

Signature.

Référence de publication: 2008152255/825/12.

Enregistré à Luxembourg, le 2 décembre 2008, réf. LSO-CX01173. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080179294) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2008.

NEF Cable Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 129.946.

Constituée par-devant M^e Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 8 juin 2007, acte publié au Mémorial C no 1860 du 1^{er} septembre 2007. Les statuts ont été modifiés par-devant le même notaire en date du 13 juillet 2007, acte publié au Mémorial C no 2537 du 8 novembre 2007.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour NEF Cable Holdings S.à r.l.

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008153436/29/17.

Enregistré à Luxembourg, le 5 décembre 2008, réf. LSO-CX02529. - Reçu 32,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080180637) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2008.
